

EN :
**Belmadi convoque 30 joueurs pour
les trois prochains matchs amicaux**

P.12



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3019 Dimanche 30 Mai 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

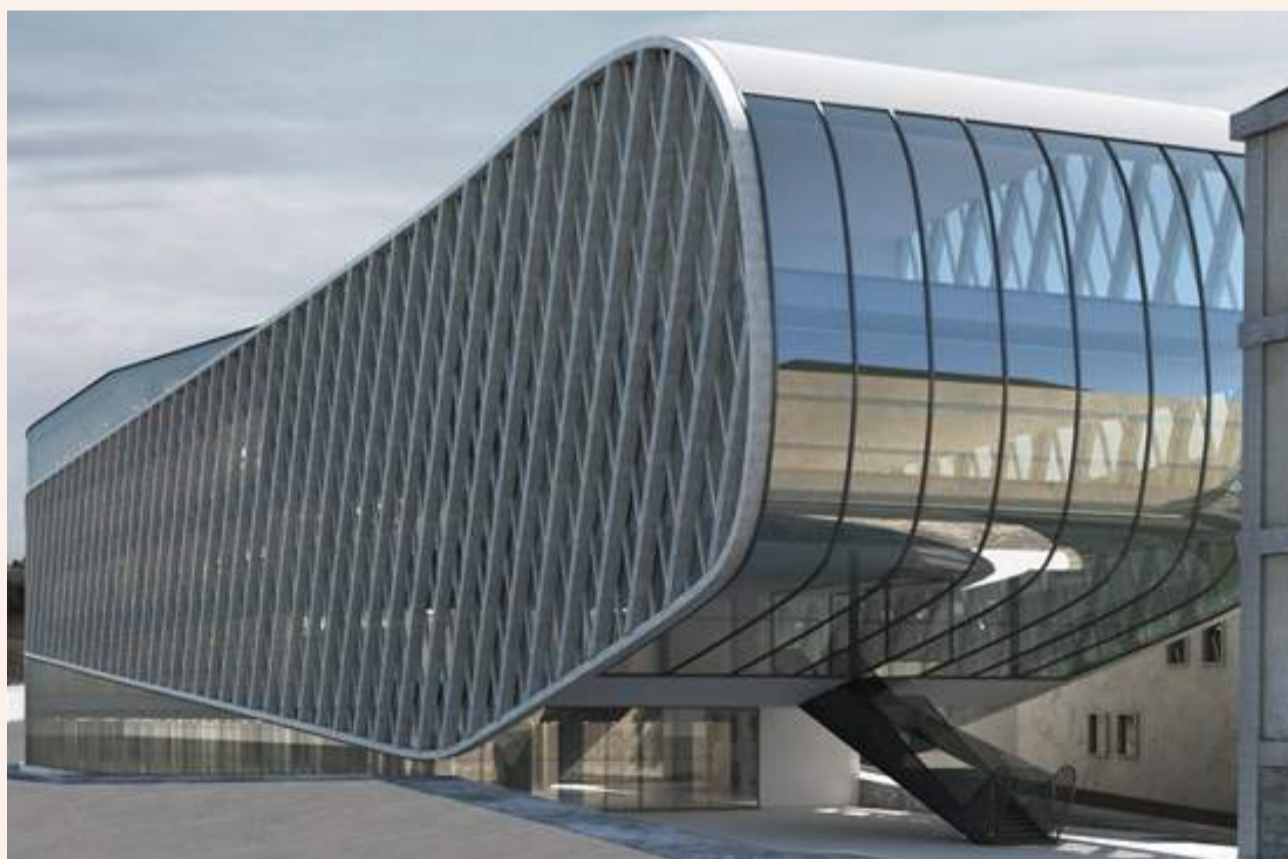
**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

ANNABA

L'Association "Al-Medina" S'oppose à l'emplacement du nouveau centre commercial "shopping mall" et lance une pétition

P.06



LÉGISLATIVES / CAMPAGNE



**Les interventions axées
sur le développement
local et la stabilité**

P.03

HABITAT



**"Bâtisseurs.dz", une
nouvelle revue lancée
par la CNL**

P.24



ANNABA / ECOLOGIE

P.06

**Des sacs en tissu à la place
de sachets en plastique :**

**Les directions de l'environnement et
du commerce sensibilisent les citoyens**

Justice, agriculture, culture au menu : Tebboune préside ce dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, présidera dimanche la réunion périodique du Conseil des ministres, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.

Ce Conseil des ministres sera consacré à l'examen et l'adoption de nombre d'exposés et de projets d'ordonnances portant sur les secteurs de la Justice, de l'Agriculture, des Ressources en eau et



de la Culture, en sus d'autres décisions", précise le communiqué.

algérie / libye : Boukadoum annonce la réouverture prochaine du poste-frontière de Deb-deb

Sabri Boukadoum a annoncé samedi que l'Algérie est en train de mettre en place les ultimes dispositions logistiques et techniques, en collaboration avec la partie libyenne, en prévision de la réouverture prochaine du poste-frontière de Deb-deb qui relie les deux pays au niveau de la wilaya de Illizi et la ville de Ghadamès.

S'exprimant samedi en ouverture du Forum algéro-libyen, à l'hôtel Aurassi, le chef de la diplomatie algérienne a également indiqué que les autorités des



deux pays sont sur le point d'achever les discussions pour la réouverture de la liaison maritime entre Alger et Tripoli pour le transport des marchandises.

400 opérateurs des deux pays y participent :

Ouverture du Forum économique algéro-libyen

Le Forum économique algéro-libyen a été ouvert samedi à Alger (hôtel Aurassi) avec la participation de près de 400 opérateurs des deux pays.

La cérémonie d'ouverture de ce forum a été présidée par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, du ministre du Commerce, Kamel Rezig, ainsi que du ministre libyen de l'Economie et du Commerce, Mohamed Al-Haweij.

L'objectif de cet événement est de "renforcer la coopération économique et commerciale et trouver des opportunités de partenariats bilatéraux dans les



différents secteurs économiques entre les deux pays", selon la direction de la promotion et de soutien des échanges économique du ministère des Affaires étrangères qui a organisé ce forum en collaboration avec le ministère du Commerce et la Chambre algérienne de commerce et

d'industrie (CACI).

Cet événement enregistre la participation de 150 opérateurs libyens et 250 opérateurs algériens, représentant différents secteurs économiques, en plus des représentants des différentes chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et ceux des organisations patronales et autres organismes gouvernementaux dans le domaine économique.

Le forum est organisé sous forme de séances plénières, d'ateliers et de rencontres bilatérales (B to B). La première séance plénière du forum, prévue dans la matinée, sera consacrée, selon le ministère du

Commerce, aux présentations des membres de la délégation libyenne concernant les besoins de leur pays en matière d'investissements dans le cadre de la reconstruction de la Libye, tandis que la deuxième séance, programmée cet après-midi, permettra d'exposer les aptitudes des entreprises algériennes, publiques et privées, en matière de partenariat.

Parmi les principaux domaines de coopération auxquels s'intéresse ce forum, l'énergie, les produits agricoles et alimentaires, les machines industrielles et agricoles, la santé, les produits pharmaceutiques, les produits

électroniques et électroménagers, les travaux publics et les matériaux de construction, le papier, l'éducation, le tourisme, les bureaux d'études et les services.

Une troisième séance plénière est programmée dimanche matin et verra la suite des exposés sur les opportunités de partenariats bilatéraux, avant que le forum ne soit clôturé à la mi-journée. Parallèlement aux travaux du forum, une exposition sur les produits algériens (biens et services) sera organisée au niveau du Palais des Expositions (SAFEX) des Pins Maritimes (Alger) dimanche et lundi. (Avec APS)

L'Algérie s'est mobilisée pour permettre à la Libye de retrouver sa place dans le concert des Nations

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a affirmé, samedi à Alger, que la diplomatie algérienne n'a ménagé aucun effort et s'est mobilisée avec tout ce dont elle dispose comme capital et force d'influence au double plan régional et international, afin que la Libye retrouve sa place au sein du Maghreb Arabe, en Afrique et dans le concert des Nations.

"Tous les Algériens veulent, pour plusieurs raisons, respect et considération à la Libye. Comment pouvons-nous oublier ce que le peuple libyen frère avait apporté comme soutien matériel et moral à la Glorieuse Guerre de libération nationale. Comment ne pas se remémorer avec fierté "les deux batailles d'Issine", le 03 octobre 1957 et le 25 septembre 1958,

où le sang libyen s'est mélangé au sang algérien, dans une image des plus suprêmes de sacrifice et dans un sens des plus nobles de la foi en un destin commun des deux peuples", a indiqué M. Boukadoum dans une allocution à l'ouverture du Forum économique algéro-libyen à Alger.

Sur la base de ces sens nobles et valeurs communes, poursuit M. Boukadoum, "l'Algérie ne pouvait pas, alors que la Libye, pays frère, traversait une grande épreuve, être spectatrice. L'Algérie a répondu présente à l'appel de la fraternité et du devoir de voisinage, d'autant plus que la diplomatie algérienne s'est mobilisée avec tout ce dont elle dispose comme capital et force d'influence au double plan régional et international, afin que la Libye retrouve sa place au sein

du Maghreb Arabe, en Afrique et parmi les Nations".

"L'Algérie a initié, alors que certains en ont omis et d'autres ont éprouvé des difficultés, l'accueil de tous les belligérants libyens, toutes tendances confondues, en vue de les rapprocher et chercher des solutions consensuelles que les Libyens mettront en place par eux-mêmes, à même de mettre leur pays à l'abri des expansionnismes et ingérences étrangères qui guettent les richesses et les atouts de son peuple", a indiqué le chef de la diplomatie algérienne.

"L'Algérie a, ainsi, soutenu toutes les démarches et les initiatives internationales sérieuses et sincères qui visent à arrêter la fitna en Libye, dont le processus de Berlin et la conclusion de l'accord politique libyen sous l'égide

des Nations unies", a rappelé le ministre.

M. Boukadoum a réitéré, à l'occasion, "le soutien entier de l'Algérie aux efforts des Autorités libyennes, en l'occurrence, le Conseil présidentiel et le Gouvernement de l'union nationale (GNA), en vue de rétablir la stabilité politique et sécuritaire en Libye, concrétiser la réconciliation nationale entre l'ensemble du peuple libyen, unifier et renforcer les institutions de l'Etat, en prélude à la tenue d'élections générales libres et intègres qui préservent l'intégrité et l'unité du territoire libyen et mettent la Libye sur les rails de la reconstruction, de la prospérité et de la croissance".

Cet important Forum économique algéro-libyen, qui vise à jeter les

bases d'un véritable partenariat économique global entre les deux pays, se veut une autre forme de soutien, tout aussi importante que celui apporté par l'Algérie, aux plans politique et sécuritaire, à son pays voisin et frère, la Libye", a souligné M. Boukadoum, ajoutant que "l'Algérie aspire à un partenariat économique avec la Libye qui ne se limite pas à l'intensification des échanges commerciaux mais s'étend à l'encouragement des investissements directs mutuels, à la création de joint ventures, à la participation au capital des entreprises, ainsi qu'à d'autres mécanismes permettant une exploitation optimale des importantes possibilités de coopération entre les deux pays".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communication
d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

législatives / campagne : Les interventions axées sur le développement local et la stabilité

Le développement local, notamment dans les zones d'ombre et éloignées, et la poursuite du processus institutionnel à travers l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), comme gage de stabilité, ont constitué les principaux points abordés par les intervenants vendredi soir dans le cadre de la campagne électorale des législatives du 12 juin.

A Sidi Bel-Abbes, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a indiqué que son parti présentait un «programme complémentaire susceptible de relancer le développement local à travers l'ensemble des régions du pays».

Le PRA a choisi comme slogan «le renouveau républicain» et base sa campagne électorale sur un programme dont les «axes essentiels ont trait aux mutations institutionnelle, constitutionnelle et économique», et comportent des propositions de «réformes structurelles touchant différents secteurs vitaux», a précisé M Sahli.

Egalement en campagne à Sidi Bel-Abbès, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a indiqué que son parti prenait part aux législatives pour contribuer à l'avènement d'un «Etat de justice, d'égalité et de



droit».

«Nous voulons, à travers le prochain rendez-vous électoral, construire un Etat de justice, d'égalité et de droit dans lequel le pouvoir appartient au peuple et l'autorité est au service du peuple», a-t-il souligné.

La présidente de Tadjamoue Amel El Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, s'est engagée, pour sa part, à oeuvrer à l'amélioration du cadre de vie des citoyens des zones éloignées.

Mme Zerouati a soutenu, lors d'un meeting animé à Ain Tédélès (Sud de Mostaganem), que le programme électoral de TAJ était basé sur une analyse

de la situation économique, sociale et culturelle et propose des «solutions pouvant être concrétisées à court et moyen termes».

Les candidats de la liste indépendante «Sada El Ahrar» se sont engagés à Blida à «œuvrer à la garantie d'une vie décente au profit des habitants des zones d'ombre, marginalisés depuis des années».

A Saïda, le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) par intérim, Djamel Benziadi, a estimé que «l'élection par le peuple de représentants parlementaires compétents et intègres est la seule voie pour

asseoir les fondements d'un nouvel Etat».

En campagne à Tlemcen, Lakhdar Benkhellaf, cadre dirigeant du Front de la justice et du développement (FJD), a estimé, de son côté, que «le changement pacifique commence progressivement par l'organisation d'élections intègres devant permettre d'effectuer une rupture avec toutes les pratiques négatives du passé, telle la fraude».

Le président du parti El Karama, Mohamed Daoui, a considéré depuis Biskra que le député à l'Assemblée populaire nationale devait assumer pleinement ses

missions consistant à «exercer un contrôle sur le gouvernement, œuvrer à l'amendement des lois, créer des commissions de contrôle dans les wilayas, identifier les problèmes dans le domaine économique afin de promouvoir le développement local et, par conséquent, améliorer le niveau de vie des citoyens».

Le président du parti El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaïbeche, a affirmé à Constantine que «la réorganisation de la pratique politique, en choisissant le 12 juin prochain des représentants du peuple compétents, constitue la seule voie et le meilleur moyen à même de garantir l'avenir du pays, car permettant de renforcer sa stabilité et consolider son unité».

Le président du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrîna, a déclaré à Oran que «l'Algérie a besoin d'une stabilité politique permettant un décollage économique et le développement», ajoutant que cela ne peut être réalisé qu'à travers des «élections régulières et démocratiques».

Le président du Mouvement de la société de la paix (MSP), Abderrezak Makri, a appelé à Souk Ahras à la «nécessaire valorisation des potentialités économiques et touristiques des wilayas frontalières pour relancer le développement du pays».

Le prochain scrutin contribuera au changement du paysage politique en Algérie

Les présidents et représentants des partis politiques en lice pour les législatives du 12 juin ont souligné vendredi lors de leurs interventions, dans le cadre de la campagne électorale, que les prochaines élections contribueront fortement au changement du paysage politique national de manière à répondre aux aspirations du peuple dans ses différentes composantes.

Lors de son meeting animé dans la ville de Djelfa, le président du parti El-Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a insisté sur «l'importance du prochain rendez-vous électoral dans le changement du paysage politique nationale», rappelant, à ce propos, que le mandat de l'élu à l'Assemblée populaire nationale consiste à «transmettre les préoccupations de l'électeur, en sus de légiférer et réviser des textes de lois».

De la ville des Zianides à Tlemcen,

le président du mouvement El-Bina, Abdelakder Bengrîna, a affirmé que «si les intentions sont bonnes, l'Algérie post-élections législatives ne sera pas celle d'hier», mettant en garde contre ce qu'il a appelé «les forces du mal» qui visent le en raison de ses positions constantes sur les causes justes, notamment le Sahara Occidental et la Palestine. M. Bengrîna s'est dit à cette occasion, «convaincu que ces complots seront voués inéluctablement à l'échec» et ce, grâce à la cohésion entre le peuple, ses institutions et son Armée, afin de préserver le front interne.

Abondant dans le même sens, le vice-président du mouvement El-Bina, Ahmed Dane, a souligné jeudi à Tindouf l'aspiration de son parti à l'élection d'un «Parlement à même de faire entendre la voix du peuple et de contrôler la gestion des affaires du pays».



«Le mouvement El-Bina aspire à opérer le changement véritable qui répond aux attentes et espérances du peuple algérien», a affirmé aussi Ahmed Dane.

Le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a renouvelé

vendredi à partir de Bouira «l'engagement de son parti à œuvrer davantage pour réussir les prochaines élections législatives», qui, a-t-il dit, «ouvriront la voie à la consécration de la volonté populaire».

«Le prochain scrutin constituera une réponse à tous ceux qui prétendent être démocrates et qui cherchent à mener l'Algérie vers ce qu'ils appellent une «période de transition». Notre Mouvement rejette complètement cette proposition qui ne servira ni l'intérêt du pays ni la démocratie», a insisté M. Ghouini.

Il a réitéré à ce propos la position de son parti consistant à «travailler dans le cadre de la légitimité constitutionnelle et les lois de la République».

Pour sa part, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a souligné à Annaba, «l'existence d'une volonté politique forte pour prévenir la fraude lors des prochaines élections législatives et respecter la volonté du peuple», appelant à «ne pas rater cette occasion pour édifier les institutions du pays et booster le développement économique».

pack de confinement :

Air Algérie dément l'existence du document qui a circulé hier sur les réseaux sociaux

La Direction d'Air Algérie, plus que jamais mise sous pression, à deux jours de la réouverture des frontières, s'est fendue samedi d'une réaction sur Ennahar, dans laquelle elle dément l'existence d'un pack de confinement largement partagé vendredi sur les réseaux sociaux.

“ Le communiqué en question est dénué de tout fondement, réplique la Direction d'Air Algérie, ajoutant que les services de la compagnie

n'ont aucune relation avec le document qui vise à semer le trouble et tromper l'opinion publique”.

Néanmoins, une source syndicale d'Air Algérie a bien confirmé à Algérie1 l'existence de ce pack “ qui a fuité, mais qui n'a pas reçu le feu vert des autorités”.

Le pack en question, qui a provoqué une levée de boucliers de nos ressortissants sur les réseaux sociaux, indique le tarifs des prestations d'Air Algérie, dans le cadre

du confinement obligatoire des voyageurs, à leur arrivée aux aéroports d'Alger, Oran, Constantine.

Ainsi, la prise en charge dans un des hôtels réquisitionnés est de 100 Euros, pour les deux tests PCR 70 Euros, la nuitée d'hôtel par personne 30 Euros par personne pour le test antigénique et 10 Euros pour les frais de transport de l'aéroport à l'hôtel.

Soit un total de 490 Euros, sans compter le tarif du billet qui est en fonction de la destination.



coronaVirus :

258 nouveaux cas, 187 guérisons et 5 décès

Deux cent cinquante-huit (258) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 187 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé, de la Population et de la



Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 128.456, dont 258 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.460 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 89.419 cas, a précisé le communiqué.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 12 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 11 autres ont connu plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Le protocole sanitaire, peu ou prou respecté durant la campagne électorale

La campagne électorale pour le compte des législatives du 12 juin prochain se poursuit sur fond de contraintes induites par la pandémie du Coronavirus, imposant des mesures préventives que les formations politiques en lice ne se soucient pas toujours d'appliquer scrupuleusement.

Ceci, au moment où certaines d'entre elles ignorent tout bonnement cette donne, au mépris de la préservation de la santé publique, a-t-on constaté.

Lors de la présentation de son programme électoral, à l'entame de la campagne électorale, la présidente de Tajamou Amal El-Djazair” (TAJ), Fatma-Zohra Zerouati, a réuni au siège du parti à Alger la presse et des militants, en omettant, toutefois, d'imposer les mesures préventives en vigueur.

Interpellé sur cet état de fait, le chargé de communication du Tajamou, Merouane Belmadani, concède “la difficulté” de faire valoir ledit protocole lors de telles manifestations: “En salles, nous pouvons l'exiger et encore! certains trouveront à y redire. Mais, à l'extérieur, même au plus fort de l'épidémie, beaucoup n'acceptent pas ces restrictions et c'est pire à présent avec la baisse



des cas de contaminations!”, argumente-t-il.

Devant animer un meeting populaire dans la salle omnisports de Ain Benian (Alger), le président de “Djabhat Ennidhal”, Abdellah Haddad, semblait avoir pris plus au sérieux la pandémie encore sévissant : gel hydroalcoolique et bavettes protectrices disposés à l'entrée et largement distribués aux présents, qui n'ont toutefois pas réussi à meubler la moitié de la superficie de cet espace.

N'empêche, en dépit de la disponibilité des places, l'assistance a préféré s'agglutiner

dans un même périmètre plutôt que de recourir à la distanciation physique.

C'est également le cas du président du Front El Moustakbal, Belaid Abdelaziz, dont le rassemblement animé à Mostaganem a été marqué par le respect de l'obligation du port du masque pour la majorité des présents, alors que celui de la distanciation physique l'a été moins.

Lors de la manifestation, animée le même jour à Tissemsilt, par le président de Djabhat El-Djazair El-Djadida, Djamel Ben Abdesslem, ces précautions n'ont

été qu'en partie imposées, tandis que lors du meeting du Secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni à El-Kala, les citoyens étaient collés les uns aux autres.

Le protocole de l'ANIE “malmené”....

En revanche, il a été constaté l'absence quasi totale des règles du protocole sanitaire lors du meeting du président du Mouvement de la Société pour la Paix, Abderrezak Mokri à Beni Abbés, lequel s'est déroulé dans une salle trop étroite pour la nombreuse assistance.

Après une semaine de la vie de

cette campagne électorale, les exemples d’“infractions” au protocole sanitaire imposé par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), se font ainsi de plus en plus nombreux, à travers le territoire national, et ce, en dépit des assurances des formations politiques de s'y plier. Ainsi, le président du Mouvement d'El-Islah, Filali Ghouini, soutient, dans une déclaration à l'APS, “que son parti accorde un grand intérêt au respect des mesures préventives dans toutes les wilayas, dont les militants ont été instruits à cet effet, et ce, dans le souci de préserver la santé publique”.

Tout en faisant savoir que le carnet de campagne de ce parti se décline sous forme de rassemblements en salles notamment, il a relevé “la difficulté de maîtriser les foules” lors des sorties de proximité.

Un avis qui n'est pas partagé par la direction du parti d'El-Bina El-Watani qui, par la voix de son Chargé de communication, M. Salah, considère “plus sécurisant pour les citoyens de tenir des rencontres de proximité en plein air qu'en espaces clos, le nombre des sympathisants et militants de cette formation politique se comptant par centaines”.

législatives : Libérer l'investissement productif, un objectif crucial de plusieurs formations politiques

De nombreuses formations politiques en lice pour les législatives du 12 juin prochain font de la libération de l'investissement productif, porteur d'une valeur ajoutée pour l'économie nationale, un objectif crucial qu'elles comptent concrétiser si ses candidats venaient à siéger au parlement. Plusieurs partis et mouvements plaident pour l'encouragement de l'investissement national et étranger à même d'assurer le développement national à travers des mesures incitatives susceptibles de booster la production et de permettre à la main d'œuvre nationale d'acquérir une expérience supplémentaire dans un contexte mondial marqué les développements technologiques et scientifiques enregistrés. Ils appellent par ailleurs à assurer un environnement attractif pour l'investissement et à améliorer le classement de l'Algérie par les instances internationales, en s'attendant lors de la prochaine assemblée à élaborer des textes législatifs pour passer graduellement d'une économie de développement à une économie d'exportation.

Dans ce cadre, le parti de la liberté et de la justice (PLJ) a souligné la nécessité d'encourager l'investissement national et étranger en garantissant un cadre administratif et financier, de respecter les lois régissant



l'économie nationale en éliminant les entraves bureaucratiques, de revoir le système bancaire et de trouver un mécanisme à même de garantir le libre mouvement des capitaux.

Dans son programme, le parti appelle à encourager les entreprises nationales privées exportatrices à réduire leurs charges fiscales et à développer une économie productrice de richesses qui repose sur l'investissement productif national public et privé dans les secteurs stratégiques, notamment les industries de base et les industries de transformation.

De son côté, le mouvement Al Islah a insisté sur «la nécessité

de revoir le système des lois» relatives aux politiques économiques et de garantir la transparence dans le traitement avec tous les opérateurs, tout en investissant dans le capital intellectuel.

Le mouvement entend réhabiliter l'environnement économique à travers la réforme du système financier, lutter contre la corruption administrative, assurer un climat d'affaires adéquat et encourager les secteurs économiques prioritaires, à l'instar des secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

La même formation a appelé à définir des politiques et des stratégies claires dans le domaine

de l'investissement étranger direct en l'intégrant parmi les préoccupations principales du gouvernement et en l'orientant en faveur de la promotion de la compétitivité de l'économie nationale.

Pour le parti FLN, le soutien à l'investissement local implique de trouver des solutions permettant d'assurer un foncier industriel pour la concrétisation des projets d'investissement et de prévoir des mesures incitatives et des garanties au profit des véritables investisseurs, tout en procédant à la révision des dispositifs d'investissement pour une meilleure efficacité.

L'attraction de grandes

entreprises étrangères, selon des paramètres bien définis permettant le transfert de leurs capitaux dans n'importe quel pays, est à même d'apporter une grande valeur ajoutée pour l'économie nationale, affirme le même parti.

Les entreprises étrangères devront, estime le parti, inclure dans leurs offres en Algérie, des plans de fabrication et de production selon un calendrier discuté préalablement de manière à assurer le transfert de la technicité et la formation des personnels.

Le Mouvement Ennahda plaide, pour sa part, pour la libération impérieuse de l'investissement, en mettant fin à la bureaucratie pour faciliter l'obtention du foncier industriel et la création d'entreprises économiques, de zones de libre échange industriel et commercial notamment dans le Sud, le but étant de promouvoir les exportations et d'orienter les investisseurs vers des créneaux plus incitatifs et porteurs de valeur ajoutée pour l'économie nationale (industries manufacturières, agroalimentaires, mécaniques, énergétiques ...).

Le Mouvement aspire, si ses candidats sont élus, à la domiciliation de l'expérience industrielle en encourageant le partenariat avec des étrangers sous réserve que ces derniers apportent un plus à l'économie nationale.

Le projet de loi relatif à la création des zones franches bientôt devant le Gouvernement

Le projet de loi relatif à la création des zones franches sera présenté, les semaines à venir, au Gouvernement, a annoncé, jeudi à Alger, le ministre du Commerce, Kamel Rezig qui a affirmé que la création de ces zones permettra d'augmenter les exportations algériennes vers l'Afrique.

S'exprimant dans une déclaration à la presse, en marge d'une journée d'information autour de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), M. Rezig a indiqué que les zones franches qui seront créées, à l'avenir, au niveau des différentes wilayas frontalières, à l'instar de Tindouf, El Oued, Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Adrar et Djanet, consolidera et appuiera l'accès des opérateurs économiques algériens au marché africain.

Estimant que la valeur des échanges commerciaux algériens avec les Etats africains reste faible, avec une moyenne ne dépassant pas les 3% du total des échanges en 2020 (avec une valeur de 3,042 Mds USD), le ministre a indiqué que la plupart de ces échanges se fait avec les Etats de l'Afrique du Nord, à savoir, le Maroc, la Tunisie et l'Egypte, qui font parti de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE).

Le ministre a souligné, en outre, que la concrétisation de ces zones franches permettra à l'Algérie d'intensifier ses exportations hors-hydrocarbures, vers l'Afrique du Centre, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest et ce, en concrétisation des objectifs escomptés de la création de la ZLECAf.



Dans ce contexte, le ministre a évoqué l'importance de la transsaharienne Alger-Lagos, ainsi que le Port de Cherchell,

affirmant que ce sont des moyens logistiques importants qui faciliteront le transport entre l'Algérie et les Etats africains

et permettront d'augmenter la valeur des exportations hors-hydrocarbures vers l'Afrique.

Pour le ministre, l'entrée en vigueur de la ZLECAf avec l'utilisation de tels moyens (Zones franches, route transsaharienne, port de Cherchell), permettront à l'Algérie d'augmenter les échanges commerciaux avec l'Afrique, à près de 52%, contre 16% actuellement.

Selon le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), Mohamed Ayadi, le taux d'avancement des travaux relatifs à cette route a atteint 80%, ajoutant que 10% des travaux restants sont actuellement en cours de réalisation et ce, dans l'attente du lancement «prochain» des 10% restants.

annaba / associa tion

L'Association "Al-Medina" S'oppose à l'emplacement du nouveau centre commercial shopping mall et lance une pétition

Bicha Bariza Nesrine

Au terme d'une réunion présidée par le wali Berrimi Djamel Eddine, en présence des représentants des bureaux d'étude, du président directeur général des investissements hôteliers (SIH) accompagné de membres de la direction technique, où il a été question du projet de réalisation d'un Centre Commercial shopping mall à la rue Sayoud, l'Association Al-Medina pour la sauvegarde du patrimoine d'Annaba s'est dite opposée au choix de l'emplacement et suggère à travers une pétition qu'elle vient de lancer, la modification de l'emplacement du nouveau centre commercial. Ils considèrent que cette implantation représente une menace et un risque majeur pour



le patrimoine historique de la Medina d'Annaba, notamment la démolition des anciens remparts en pierre de la vieille ville, des abris aériens datant de la 2ème guerre mondiale et le vieux bâti pouvant causer des dommages irréversibles à la structuration de la ville des jujubes, sachant que les vieilles habitations sont

érigées les unes près des autres, renforcées par des murs de soutènement. Ce lieu connaîtra par la force des choses une densification du trafic routier à travers le flux des visiteurs au centre commercial, venant des quatre coins de la ville et des banlieues périphériques, de la circulation et stationnement des

camions de livraison. Tous ces facteurs provoqueront forcément des embouteillages sur le grand boulevard, un axe routier déjà très fréquenté menant vers le CHU "Ibn Sina", une problématique également pour le transfert des malades vers les urgences par les ambulanciers sans parler de l'impact environnemental et la disparition d'un des derniers espaces verts de la Medina. Sur le plan urbanistique, la réalisation d'une mega-infrastructure constituera un écran qui risque d'isoler de plus en plus le site et marginalisera encore plus le bâti historique. Selon nos interlocuteurs : « Nous sommes conscients que l'implantation d'un tel projet urbain va permettre à la ville de rayonner économiquement et de favoriser le tourisme local,

mais les dommages énumérés plus haut ne doivent pas être sous-estimés. Dans leur pétition, les signataires demandent aux autorités locales compétentes, de revoir l'implantation de ce projet urbain, en optant pour une autre assiette foncière pouvant accueillir ce projet afin de préserver la médina et le centre-ville. Une étude approfondie des risques et de l'impact d'un tel édifice, par un bureau d'études spécialisé en matière d'urbanisme et environnement, s'avère à notre avis indispensable. C'est là un appel lancé par l'association aux citoyens de la ville d'Annaba pour adhérer à cette pétition afin de préserver et de sauvegarder la medina d'Annaba

annaba / Hommage au chantre du chaabi, le regretté brahim bey

Il nous a quittés un samedi 22 mai 2021 Ils étaient tous là les membres de sa famille et les compagnons de route du défunt

Tayeb Zgaoula

S'il y a bien un artiste Bônois qui mérite le qualificatif du "Cheikh El Médina" le maître " des chouyoukhs du style chaabi, en vérité leur maître, leur modèle artistique qu'ils ont suivi durant toute leur longue carrière là où ils l'ont accompagné durant son long et riche parcours artistique. C'est bel et bien feu Brahim Bey, décédé un samedi 22 mai à l'âge de 72 ans en ce mois clément des fleurs du printemps qui bourgeonnent sur les collines de l'Edough verdoyant et son mont de Bougantass, là où il a été mis sous terre au cimetière familial de "Bouhdid " Ya El Merja El Khadraa ".



Une foule grandiose était présente à ses funérailles. Une semaine après son enterrement les membres de sa famille et ses amis ont procédé, vendredi passé à la construction de sa tombe. A cette occasion la radio Annaba a

organisé une émission en hommage au chantre du malouf disparu animée par le sympathique Rachid Saïdi et à laquelle ont pris part d'ailleurs, son frère Abdelkader Bey, ses amis Ali Kabli, Kacem Amar, Abdallah.S et ses compagnons de route, qui ont animé cette séance culturelle sur la vie et l'œuvre de feu Brahim Bey. Le chantre du chaabi est natif du quartier de la colonne en 1943. Il est issu d'une famille modeste. Pour son frère, Abdelkader Bey "il est très difficile en ces moments douloureux d'évoquer tout son riche passé artistique. Mon frère Brahim s'est beaucoup inspiré, dira-t-il des chanteurs tels que Hadj Mohamed El Anka. Ankis et Hachemi

Guerouabi. Il a côtoyé tout au long de sa longue carrière artistique beaucoup d'autres artistes du chaabi, lors de ses tournées à travers les fêtes familiales. Il compte à son actif également plusieurs chansons parmi lesquelles " Annaba Ya watni ou encore "Ya mrid allah yechfik, heraz" Sidi rassek landjel et bien d'autres". De nature, Brahim a été toujours calme, respectueux et Modeste. Il a été très proche des familles nécessiteuses. En 1956 en pleine guerre de la révolution, il a quitté le quartier de pont blanc pour s'installer à la nouvelle cité des lauriers roses." a-t-il expliqué sous l'émotion encore de sa disparition. L'un de ses compagnons de sa troupe

musicale a apporté quelques précisions sur sa première apparition devant le grand public. En 1964, c'est la première fois qu'il a chanté devant un micro avec l'orchestre composé d'Ali Haoues, Kamel D. Thia et Djabi, a-t-il précisé. Enfin Cheikh Brahim Bey qui a laissé beaucoup de souvenirs auprès des mélomanes où le chaabi à Annaba a provoqué un véritable séisme dans le milieu des jeunes admirateurs par son style. On peut d'ailleurs deviner aisément l'immensité de la disparition de Feu Brahim Bey qui a laissé une génération de disciples derrière lui pour prendre la relève, car l'âme de Brahim Bey plane toujours sur la ville d'Annaba la culturelle.

annaba / ecologie

Des sacs en tissu à la place de sachets en plastique : Les directions de l'environnement et du commerce sensibilisent les citoyens

Imen.B

La Direction de l'environnement de la wilaya d'Annaba ainsi que celle du commerce de la wilaya et autres acteurs ont lancé la fin de la semaine dernière des journées de sensibilisation sur l'usage nocif des sachets en plastique à l'adresse

des commerçants et des consommateurs. Sous le thème de «Lutte contre le plastique», les acteurs de cette journée ont multiplié leurs interventions au niveau des grandes surfaces et supermarché de la ville pour sensibiliser sur l'usage du sachet en plastique nocif sur la santé de l'homme et l'environnement

vu qu'il met plusieurs années pour se dégrader. La Direction du commerce a recommandé aux personnes sensibilisées l'utilisation du panier en osier, en tissu, en fil et autres matières qui se différencient du plastique et mettre fin aux sacs en plastique polluants. Les organisateurs invitent les familles à opter pour



des sacs en tissu, une expérience que l'on tente d'inculquer dans la nouvelle culture de

consommation. L'opération sera suivie d'une évaluation qui permettra de recueillir les impressions des utilisateurs et de voir s'il est possible de maintenir le concept. Ces sacs ont atteint un seuil incroyable, polluant et dégradant ainsi le paysage.

annaba / enseignement supérieur

Qu'est-ce qui poussent les étudiants à s'orienter vers des études à l'étranger ?

Sarah Yahia

Nous constatons de nos jours, plus que jamais que le nombre d'étudiants qui désirent poursuivre leurs études supérieures à l'étranger ne cesse d'accroître. Ce constat nous pousse à se demander s'il est indispensable que l'étudiant puisse continuer ses études dans un pays étranger ? De nos jours, il est normal pour ces jeunes gens de partir faire des études à l'étranger alors qu'autrefois, c'était très rare ; Actuellement c'est devenu courant, du fait de la diversité des programmes et des options universitaires permettant aux jeunes de faire un choix dans leurs études supérieures à l'étranger. Certes, poursuivre



ses études à l'étranger présente bien des avantages, comme des inconvénients. L'étudiant aura la possibilité, au cours de son séjour universitaire, de

s'adapter à d'autres méthodes pédagogiques et d'acquérir d'autres expériences qui s'ajouteront à son capital intellectuel lui permettant de

renforcer et de diversifier son savoir. Par ailleurs, les études à l'étranger constituent une opportunité précieuse pour les étudiants issus de milieux modestes et qui n'ont pas l'occasion de voyager de pouvoir découvrir d'autres paysages, d'autres cultures ainsi que d'autres moyens de communication. Enfin, l'intégration complète est l'un des meilleurs moyens de perfectionner ses connaissances et de s'adapter à l'utilisation d'une langue étrangère, de façon à pouvoir communiquer.

Cependant, suivre des études à l'étranger ne va pas sans évoquer les inconvénients. En effet, selon certaines personnes le fait qu'un étudiant fasse ses

études à l'étranger, ne peut qu'occasionner une perte de temps importante dans son cursus, aussi le coût de la vie est très cher. En France, par exemple, le niveau de vie des citoyens français est très élevé, notamment les charges locatives, consommation d'eau, énergie etc ; or les ressources d'une bonne partie des étudiants partis à l'étranger sont en dessous du minimum; d'où la difficulté de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Ce qui se aura certainement un impact néfaste sur le rendement.

Pour conclure poursuivre les études à l'étranger présente des avantages et des inconvénients.

el bouni / éclairage public

Les habitants de 'Chaouli Belkacem se plaignent de l'absence de l'éclairage public

Sarah Yahia

Les habitants de la cité Chaouli Belkacem de la commune d'El Bouni, se plaignent du défaut d'éclairage public au niveau de leur localité. Selon eux, cette défaillance dure depuis plus

de huit (6) mois, et tous les quartiers sont plongés dans le noir, dès la tombée de la nuit, d'où la difficulté à se déplacer la nuit. Les plaignants attirent l'attention des responsables concernés sur les dangers résultant de cette situation,

qui favorise la délinquance, les agressions nocturnes ainsi que les cambriolages. En effet, malgré les maintes réclamations, aucune intervention des services concernés n'a été observée. Les habitants se disent exaspérés,

et expriment leur ras-le-bol face à cette situation qui semble perdurer. Ils dénoncent la sourde oreille affichée par les autorités locales et réclament, dans les meilleurs délais, la réhabilitation du réseau d'éclairage public.



annaba / direction de commerce

Plus de 200 kg de pâte de dattes et 250 kg de « Frik » impropre à la consommation saisie à Sidi Amar

Imen.B

En effectuant des visites impromptues de plusieurs commerces à travers la wilaya, la brigade de contrôle et de la répression des fraudes de la direction du commerce de l'unité d'El Hadjar a découvert, avant-hier près de 200kg de pâte de dattes impropres à la consommation ont été saisis à Sidi Amar, la marchandise s'apprêtait à être commercialisée sur le marché. Dans le même contexte, au cours d'une tournée de contrôle inopinée les services de la DCP ont découvert près de



200kg de FRIK impropre à la consommation ainsi que plus de 70kg de viandes



avariées notamment de l'escalope et des merguez dans plusieurs commerce au

niveau de ladite localité. Des prélèvements d'échantillons ont été effectués en vue de leur analyse, à l'issue desquels ils se sont avérés être de mauvaise qualité. Les brigades de la DCP ont pris des mesures judiciaires adéquates en collaboration avec les services de sécurité afin de sanctionner les contrevenants. Le consommateur n'a pas toujours une bonne connaissance des risques de contamination que peut engendrer la consommation de produits alimentaires mal conservés. Il faut savoir que lorsque les aliments ne sont pas conservés dans les

normes réglementaires, les bactéries se multiplient et deviennent nuisibles pour la santé. Presque tous les aliments peuvent causer une éventuelle intoxication alimentaire, mais certains présentent plus de risques que d'autres. C'est le cas notamment des viandes, volailles, produits laitiers, poissons et produits à base d'œufs crus ou de viande, et les produits aux colorants. Toutes ces denrées peuvent causer bien des désagréments si elles sont préparées, transportées, entreposées ou conservées dans des conditions inappropriées.

législatives-alger:

Les espaces d'affichage très peu exploités

Après une première semaine de campagne électorale rythmée par de nombreux meetings populaires, les espaces d'affichage installés par les collectivités locales demeurent peu exploités dans la capitale par les candidats aux législatives du 12 juin prochain, a-t-on constaté, selon aps. Alors que les campagnes d'affichage débordaient souvent en dehors des espaces réservés à cet effet, lors de précédents rendez-vous électoraux, quelques affiches de candidats tapissent les panneaux installés par les collectivités locales dans les rues et quartiers de la ville d'Alger.

Dans des communes comme Kouba, Bab El Oued, Belouizdad, Hussein Dey, Sidi Mhammed ou encore Bab Ezzouar, qui comptent plusieurs sites d'affichage chacune, peu d'affiches



de formations politiques en lice pour les législatives ont fait leur apparition timidement après le lancement de la campagne électorale.

Le citoyen pourra difficilement trouver des affiches de formations politiques alors que les listes indépendantes restent encore peu visibles dans ces espaces.

Interrogée par l'APS, la directrice de campagne du parti Jil Jadid pour la wilaya d'Alger, Meriem Saidani, a expliqué que sa formation politique a fait le choix de retarder l'affichage à la fin de la première semaine de campagne pour "laisser le temps aux citoyens de s'habituer à cette ambiance de campagne électorale et

éviter la dégradation des affiches". Fayçal Medjahed, candidat et chargé de presse de la liste indépendante "Laâlam", a également indiqué que le "rythme de la campagne électorale reste assez bas les premiers jours" ce qui a conduit à retarder l'affichage de cette liste de la wilaya d'Alger.

Pour l'universitaire Nesrine Saâdoune, enseignante de sémiologie à l'École supérieure de journalisme, les affiches qui circulent majoritairement sur les réseaux sociaux "manquent d'éléments esthétiques et de symbolique" dans leur conception, particulièrement dans la présentation des photos des candidats, "généralement petites et encadrées en opposition aux images des chefs de partis, toujours plus grandes et sans cadre".

Evoquant les différentes conceptions

qu'elle juge "improvisées" pour cause d'utilisation abusive des applications d'infographie accessibles aux profanes, Nesrine Saâdoune évoque la volonté de la majorité des candidats de toucher la fibre patriotique de l'électeur par l'utilisation des couleurs de l'emblème national, alors que le fond bleu, "symbole de calme et de confiance", fait parfois son apparition.

Elle relève également l'exploitation de symboles religieux dans la conception des affiches de candidats pour jouer sur la fibre religieuse des électeurs et une représentation parfois "négative" de la femme par une tendance à cacher les visages des candidates qui pose un "sérieux problème de crédibilité et de confiance".

tizi-ouZou :

Vers l'actualisation des formations des Instituts agricoles

L'actualisation des formations des Instituts agricoles figurait au cœur des travaux d'un atelier portant restitution et validation des programmes actualisés de formation initiale et du répertoire des formations qualifiantes" tenu à Tizi-Ouzou, a-t-on appris, vendredi, des organisateurs, selon aps.

Organisé le 26 et 27 mai derniers, l'atelier avait regroupé, au sein de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS-Montagne) de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou) des formateurs d'instituts de différentes wilayas du pays dont Ain Temouchent, Djelfa, Guelma, Timimoune et Alger, a indiqué à l'APS le directeur de l'établissement hôte, Hocine Meziani.

A l'issue des travaux de cet atelier, les participants avaient ainsi proposé l'élaboration d'une fiche de formation pour la formation

initiale, continue et qualifiante pour les niveaux d'adjoints techniques agricoles (ATA), techniciens et techniciens supérieurs (TS), devant être formés par les instituts agricoles, à compter de la prochaine session de formation.

Les fiches de formation devraient inclure, entre autres les conditions d'accès, la durée de formation, le mode de formation et les formateurs. Les participants ont également défini les modules communs à tous les niveaux de formation (ATA, techniciens et TS), dont les cultures générales, le machinisme agricole, la zootechnie générale et les travaux pratiques.

Les matières de spécialisations seront quant à elle arrêtées par chaque institut, selon sa spécialisation et la vocation de la région qu'il couvre, a-t-on indiqué.

Initié par le ministère de l'Agriculture et du développement rural, l'atelier visait la mise en place de solutions d'adaptation

pédagogique des formations en fonction des catégories à former". Présidé par le directeur de la formation de la recherche et de la vulgarisation (DFRV) Farid Harouadi et le sous-directeur de la formation, Hamid Ould Youcef, l'atelier visait également uniformiser les référentiels de formation par métiers, la rédaction des fiches descriptives des formations, l'élaboration d'un répertoire des formations (actuelles et futures) proposées par les établissements de formation et l'élaboration d'un système d'information pour l'actualisation de ce répertoire, a précisé à l'APS M. Ould Youcef.

Cet atelier se présentait comme continuité des travaux de réflexion et de production amorcés lors des séminaires pédagogiques tenus à l'ITMAS de Guelma et celui de Ain Temouchent, avec cette fois-ci, l'implication de différents instituts techniques des filières, a-t-



il rappelé.

Des programmes de formation initiale actualisés et enrichis par l'introduction de nouveaux modules de formation tels l'entrepreneuriat agricole, l'agriculture biologique, la labellisation, le smart agriculture et les énergies renouvelables, ont été proposés dans le cadre de cet atelier, a-t-il fait savoir.

M. Ould Youcef a, par ailleurs, indiqué que les établissements de formation du secteur agricole dont le statut date de 1973)

seront transformés en instituts technologiques spécialisés en formation agricole et assureront la formation de trois niveaux (TS, Technicien et ATA).

Ils assureront également les activités de vulgarisation agricole et de recherche appliquée dans le domaine agricole en collaboration avec les instituts techniques et de recherche du secteur et des structures de l'enseignement supérieur (écoles, universités), a fait savoir M. Ould Youcef.

medea :

Activité de proximité et les ondes de la radio moyens de prédilection pour la campagne à Médéa

Les candidats, partisans et indépendants, aux élections législatives du 12 juin prochain dans la wilaya de Médéa, "se passent" des grands rassemblements populaires et galas politiques et préfèrent opter plutôt pour l'activité de proximité et les ondes de la radio pour la campagne électorale, a-t-on constaté, selon aps.

Pour séduire l'électorat et glaner quelques voix, les candidats aux législatives du 12 juin, tentent d'autres pistes, à défaut d'innover

sur le plan communicationnel. L'activité de proximité, même si elle a toujours fait partie des campagnes électorales, le passage à la télé ou sur les ondes de la radio, ainsi que le recours, pour la première fois, aux réseaux sociaux, sont parmi les pistes explorées durant cette campagne électorale.

La tournée dans les villages et hameaux isolés, disséminés à travers la wilaya de Médéa, caractérise la campagne électorale, reléguant au second plan les traditionnels meetings populaires,

jugés moins efficaces que le contact direct avec les électeurs. Beaucoup de formations politiques, mais également de candidats indépendants, ont décidé d'aller à la rencontre des citoyens, dans l'espoir de convaincre ces derniers à voter pour eux, n'hésitant pas à parcourir des dizaines de kilomètres et, aussi loin, qu'ils le peuvent pour les besoins de la campagne.

Selon les propos recueillis par l'APS, "aller à la rencontre des électeurs, se faire connaître auprès

d'eux, leur expliquer de vive voix son programme, les écouter, à plus de chance d'influer sur leur décision et d'assurer leurs voix", estiment ceux qui ont opté pour cette méthode.

Le vote des électeurs issus des zones rurales est décisif dans la course au Parlement vu le poids, d'une part, des relations ou alliances familiales, l'importance, aux yeux de ces électeurs, d'élire des personnes de leur entourage ou ceux dont ils ont été séduit par le discours et estiment aptes

à les représenter et à défendre leurs intérêts, note un ancien député, candidat sur une liste indépendante.

Plus rodés à cet exercice, les formations politiques tablent énormément sur les tournées en rase-campagne pour puiser dans ce réservoir électoral, en multipliant les sorties sur le terrain, avec, parfois, quatre à cinq déplacements quotidiens, dans les villages et hameaux, affirme un autre candidat, issu d'un parti politique.

Au Danemark, une vidéo confronte la société au racisme

Dans un contexte où la politique migratoire du pays est revenue au centre des discussions publiques, une vidéo montrant l'agression verbale d'une famille d'origine kurde suscite un débat sur le racisme, selon le monde fr. Ce devait être un après-midi tranquille en famille, dans le port de Kastруп, dans le sud de Copenhague, samedi 22 mai. Kodes Hamdi, son mari et leurs deux jeunes enfants se promènent au bord de l'eau, quand un homme les insulte. L'enseignante de 28 ans, d'origine kurde, sort son portable et se met à filmer. Le

lendemain, elle poste la vidéo sur son compte Facebook. Depuis, la scène tourne en boucle sur les réseaux sociaux : « Regardez un peu la couleur de votre peau. Vous êtes jaunes. Vous n'avez rien à faire ici. Pourquoi vous ne déguerpissez pas dans votre pays », vocifère l'homme, qui répète : « Vous êtes des invités ici. Rentrez chez vous. » Kodes Hamdi et son mari lui tiennent tête, sous le regard terrifié de leurs enfants. Ils finissent par appeler la police et portent plainte. Depuis, l'homme s'est excusé auprès de la famille. Dans le journal Extra Bladet, Il a expliqué

qu'il était ivre et n'avait pas réfléchi à ce qu'il disait, regrettant que l'incident ait pris de telles proportions. Car, au Danemark, la vidéo semble avoir touché une corde sensible. Même la première ministre, Mette Frederiksen, l'a commentée. Sur Instagram, la chef de file des sociaux-démocrates a salué, mardi, le « courage » des parents, qui ont osé « réagir ». « Nous avons tous la responsabilité de nous opposer au racisme, à la haine et à la discrimination. Cela n'a pas sa place au Danemark », a-t-elle affirmé. Pourtant, certains n'hésitent

pas à pointer du doigt la responsabilité de son gouvernement et de sa politique migratoire, menée avec le soutien de la droite et de l'extrême droite. Profitant d'une accalmie sur le front de la pandémie, le ministre de l'immigration et de l'intégration, Mattias Tesfaye, a multiplié les annonces, ces dernières semaines, avec un seul objectif, ouvertement déclaré : réduire au maximum le nombre d'immigrés et de réfugiés au Danemark. Projet de sous-traitance de l'asile. Ainsi, des Syriens ont vu leur permis de résidence révoqué,

au prétexte que la situation sécuritaire dans la région de Damas s'était suffisamment améliorée pour permettre leur retour. Le gouvernement a durci les conditions de naturalisation et relancé le plan « ghetto », mis en place par le gouvernement libéral-conservateur, qui fixe à 30 % la population d'origine non occidentale dans les quartiers les plus défavorisés. Il a également présenté un projet de loi afin de sous-traiter l'asile à des pays tiers, comme le Rwanda, où Mattias Tesfaye s'est rendu en avril.

FRANCE

Près de Nantes, une policière municipale poignardée par un homme oscillant entre schizophrénie et radicalisation

L'agresseur, qui a porté plusieurs coups de couteau, vendredi matin, à une policière municipale à La Chapelle-sur-Erdre, a été tué par les gendarmes. Il avait aussi séquestré une jeune femme et tiré sur des gendarmes. L'affaire a vite pris une dimension politique, selon le monde fr.

En quelques minutes, vendredi 28 mai, la paisible commune de La Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique), située à 3 kilomètres au nord de Nantes, a basculé dans un état de sidération totale.

Il était 10 h 20 lorsque Ndiaga Dieye, 39 ans, a poussé la



porte du bâtiment abritant la police municipale de la commune. « Il a indiqué venir régler un problème de véhicule », rapporte Pierre

Sennès, le procureur de la République de Nantes. Une policière municipale, âgée de 46 ans, a accueilli l'intéressé.

L'homme a aussitôt brandi un couteau, s'est jeté sur elle et l'a poignardée à plusieurs reprises, la blessant à la main et aux jambes. Profitant du fait que la victime était au sol, il lui a arraché son arme de service, un revolver 38SP. Alertés par les cris de leur collègue, deux agents administratifs, qui se trouvaient à l'étage, ont tenté de raisonner l'assaillant, qui les a menacés en retour. A l'extérieur, l'agresseur a croisé la route d'un autre policier municipal et lui a porté un coup de couteau ; une chance : la lame s'est brisée net en s'écrasant contre le gilet pare-balles de l'agent. Tirs sur des militaires

L'homme est reparti « comme un fou, au volant d'une Golf grise », selon un témoin, qui lâche : « Il a même failli me renverser. » Quelques mètres plus loin, la voiture a heurté un terre-plein. Pneu crevé, Golf immobilisée : le fuyard a alors trouvé refuge chez une jeune femme, qu'il a séquestrée pendant plus de deux heures. Depuis le balcon de ce logement donnant sur l'enceinte de la brigade de gendarmerie, il a ouvert le feu en direction de militaires, sans faire de blessé. Puis il a quitté l'appartement, enjambé le mur de la résidence pour atterrir dans un champ jouxtant la brigade.

Covid-19

Le Brésil confronté à une inquiétante mortalité des enfants

Depuis le début de pandémie, plus de 2 800 enfants de moins de 10 ans seraient décédés des suites du Covid-19 au Brésil. Parmi eux, plus de la moitié étaient âgés de moins de 1 an, selon le monde fr.

Quand l'hôpital lui a annoncé le résultat du test de son fils, début juin 2020, Jessika Ricarte n'y a d'abord pas cru. « Lucas n'avait qu'un an et cinq mois. Je ne pensais pas qu'on pouvait attraper le Covid si jeune. Et encore moins qu'un bébé pouvait faire une forme grave », se souvient cette professeure de 31 ans, habitante de la ville de Tamboril, située dans

l'intérieur du Nordeste. Perte d'appétit, vomissements, fièvre, souffle court, fatigue extrême... Depuis des semaines, Lucas présentait des symptômes inquiétants. Une première fois, mi-mai, Jessika l'a emmené à l'hôpital... mais a été renvoyée chez elle avec de simples antibiotiques. « Le médecin m'a dit : "Ma petite, ne t'en fais pas. Pas besoin de faire de test Covid. C'est juste un petit mal de gorge" », raconte-t-elle par téléphone, la voix blanche.

Dans les jours qui suivent, l'état de Lucas se dégrade encore. Testé finalement positif, il doit être hospitalisé puis intubé.

Durant trente-trois jours, l'enfant oscille entre la vie et la mort, entre arrêts cardiaques et réanimations inespérées. « Je pensais vraiment qu'il allait s'en sortir. Je rêvais de lui, de son retour », confie Jessika. A bout de force, Lucas décède le 8 juillet au matin. Il n'avait pas 2 ans.

« Personne ne devrait passer par ça. Je me sens si coupable... Si on l'avait testé plus tôt, on aurait pu le sauver », sanglote Jessika. Son drame est pourtant loin d'être isolé : depuis le début de pandémie, plus de 2 800 enfants de moins de 10 ans seraient décédés des suites du Covid-19 au Brésil,



selon des chiffres divulgués par Vital Strategies, une ONG centrée sur les questions de

santé publique. Parmi eux, plus de la moitié avaient moins d'un an.

Un Palestinien de Gaza endeuillé par les bombardements israéliens porte plainte à la CPI

Après la guerre à Gaza qui a fait plus de 250 morts dont de nombreux civils, un habitant a décidé de porter plainte auprès de la Cour pénale internationale contre les responsables israéliens. Mohammad al-Tanani a vu toute sa famille décimée dans un bombardement.

Le 13 mai dernier, Mohammad al-Tanani, habitant de Gaza, a vu toute sa famille décimée par un bombardement à Sheikh Zayed, dans le nom de l'enclave palestinienne. « Ce 13 mai, une famille entière a été décimée à Gaza par les bombes israéliennes orientées vers des quartiers résidentiels, rappelle l'un de ses avocats Georges-Henri Beauthier,

joint à Bruxelles par Murielle Paradon. Le grand-père est arrivé dans la maison de son fils et de sa belle-fille qui était enceinte et il a découvert le fils, la belle-fille et quatre enfants massacrés, dont les corps ont été mutilés par les bombes. »

Il a donc décidé de porter plainte auprès de la juridiction de La Haye. La procureure générale de la CPI Fatou Bensouda a ouvert début mars une enquête sur des crimes de guerre présumés dans les Territoires palestiniens. Une initiative rejetée par Israël mais saluée par les Palestiniens. « Il faut savoir, ce qui est tout de même très important, souligne l'avocat, que la Cour pénale internationale a décidé qu'elle était compétente

pour la Palestine en février dernier et que la procureure a décidé d'ouvrir des enquêtes sur des faits qui remontent au 13 juin 2014 jusqu'à nos jours. C'était le meilleur moyen de faire en sorte que ce qui s'est passé en 2014 et ce qui vient de se passer en 2021 soit jugé par la Cour pénale internationale. Nous visons les crimes de guerre parce que ce sont des crimes essentiellement qui ont tué des civils et une attaque généralisée systématique, notamment de Gaza, ce qui relève des crimes contre l'humanité. » D'autres plaintes Contrairement à la Palestine, État non internationalement reconnu, Israël n'est pas membre de la CPI, et s'est opposé avec véhémence à



toute enquête.

Le 21 mai dernier, ce sont les avocats du propriétaire gazaoui de la tour abritant les locaux de l'agence de presse Associated Press et de la chaîne Al Jazeera détruits par l'armée israélienne qui ont annoncé déposer une

plainte pour « crime de guerre ». Pour rappel, la CPI n'a aucune obligation de donner suite aux plaintes déposées auprès de sa procureure, qui peut décider de façon indépendante quelle plainte elle veut faire suivre aux juges de la Cour.

syrie:
Bachar al-Assad réélu avec 95,1% des voix



Le président syrien Bashar al-Assad a été réélu pour un mandat de sept ans avec 95,1% des voix, a annoncé jeudi le président du Parlement.

Les deux autres candidats qui se présentaient face à lui, Abdallah Salloum Abdallah, ex-ministre et parlementaire, et Mahmoud Mareï, membre de l'opposition, ont obtenu respectivement 1,5% et 3,3% de voix.

Dans un pays ravagé depuis 2011 par la guerre, 14,2 millions de personnes ont participé au scrutin, sur les 18,1 millions appelés à voter, soit un taux de participation de 76,64% selon le président du Parlement.

Il s'agit de la deuxième présidentielle en Syrie depuis le début en 2011 d'une guerre contre le terrorisme ayant fait plus de 388.000 morts.

L'exploitation des mercenaires syriens mise en lumière dans un rapport d'ONG

Ravagée par une décennie de guerre, la Syrie est devenue le terrain de recrutement de mercenaires, acheminés sur d'autres terrains de conflits. Un rapport publié par plusieurs ONG permet de mieux comprendre ces filières de recrutement et surtout révèle que ces combattants

syriens ont bien souvent été exploités. Libye, Haut-Karabakh... La présence de combattants syriens sur des terrains de conflits extérieurs a été confirmée ces dernières années. Un récent rapport consacré à ces mercenaires syriens montre que c'est la pauvreté des populations

syriennes—etparticulièrement des déplacés—qui a conduit des milliers d'hommes à s'enrôler dans des bataillons de mercenaires.

« Ces mercenaires syriens étaient des Syriens très pauvres, venus principalement du nord-ouest partiellement occupé par la Turquie ou de

régions contrôlées par le régime syrien, pour ceux qui ont été recrutés par la Russie, explique Gabriel Young, du Syria Justice and Accountability Center, l'une des ONG à l'origine de ce rapport. Dans les deux cas, ils sont venus de régions où l'on vit parfois avec moins d'un dollar par jour. »

coVid-19 :

Le vaccin Pfizer/BioNTech approuvé pour les adolescents en Europe

Feu vert pour la vaccination des adolescents au sein de l'Union Européenne. Le vaccin contre le Covid-19 de Pfizer et BioNTech pourra être utilisé sur les 12-15 ans, a annoncé, vendredi, l'Agence européenne des médicaments. L'Agence européenne des médicaments (EMA) a approuvé, vendredi 28 mai, la vaccination des adolescents de

12 à 15 ans avec le vaccin anti-Covid de Pfizer et BioNTech. Ce sera le premier vaccin à être autorisé pour les adolescents au sein des 27 pays de l'Union européenne. « Comme prévu, le comité des médicaments à usage humain de l'EMA a approuvé aujourd'hui l'utilisation du vaccin de Pfizer-BioNTech pour les adolescents de 12 à

15 ans », a déclaré lors d'une conférence de presse Marco Cavaleri, responsable de la stratégie vaccinale de l'EMA, selon qui le vaccin est « bien toléré » par les jeunes et il n'y a « pas d'inquiétudes majeures » concernant d'éventuels effets secondaires. Le Comirnaty, nom commercial du vaccin développé par le laboratoire américain Pfizer et l'allemand

BioNTech, n'était pour l'instant autorisé qu'à partir de 16 ans dans l'UE et les trois autres vaccins validés par l'Agence européenne des médicaments ceux d'AstraZeneca, de Janssen, filiale de Johnson & Johnson, et de Moderna, sont à l'heure actuelle réservés aux adultes, voire seulement à certaines catégories les plus âgées.

apls:

Nouvelles offensives contre les forces d'occupation marocaine

BIR LAHLOU (Territoires sahraouis libérés)- Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les retranchements de l'armée

d'occupation marocaine le long du mur de la honte, a indiqué, vendredi, un communiqué du ministère sahraoui de la Défense.

Selon le communiqué militaire N 198 rapporté par l'Agence

de presse sahraouie (SPS), « des détachements avancés de l'APLS ont bombardé, jeudi, des retranchements de l'armée d'occupation dans la région de "Djebilet El Khodr" (secteur de Guelta), précise la même

source. Vendredi, « l'armée sahraouie a également mené des bombardements contre les positions marocaines dans la région d'Akouira Ould Ablal (secteur de Mahbes).



en :

Belmadi convoque 30 joueurs pour les trois prochains matchs amicaux

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a retenu une liste de 30 joueurs en prévision des rencontres amicales face respectivement à la Mauritanie (le 3 juin), le Mali (le 6 juin), toutes deux à Blida, et la Tunisie (le 11 juin) à Tunis, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) samedi.

La liste de Belmadi est marquée par le retour des deux joueurs de l'OGC Nice, le défenseur Youcef Atal et le milieu de terrain Hichem Boudaoui qui avaient manqué plusieurs rencontres des Verts notamment lors des qualifications de la CAN 2021 en raison de blessures à répétition.

Le meilleur buteur africain de Ligue 1 française cette saison Andy Delort (Montpellier) effectuera aussi son retour en sélection après une brève absence contre la Zambie et le Botswana pour le compte des deux dernières journées de qualifications de la CAN 2021.

De son côté, l'attaquant des Crocodiles de Nîmes Olympique Zineddine Ferhat, auteur d'une bonne saison avec son club malgré une descente en Ligue 2 française, retrouve de nouveau les rangs des Verts à l'occasion des trois prochains matchs amicaux.

Le coach national a fait également appel à un novice, le gardien de but de l'Olympique de Médéa Abderrahmane Medjadel, qui fêtera ses 23 ans en juillet prochain.

Par ailleurs, le coach national Djamel Belmadi animera une conférence de presse le mardi 1er juin à Sidi Moussa, une occasion pour aborder les prochains rendez-vous des «Verts» et le choix des joueurs convoqués.

Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain. Les champions d'Afrique débiteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barrages sont, quant à eux, programmés en mars 2022.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi et le



président de la FAF Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'Urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2e tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19.

Liste des 30 joueurs :

- **Gardiens:** Rais M'Bolhi (Ettifaq FC/ Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz/ France), Azzedine Doukha (Al Raed FC/Arabie saoudite), Abderrahmane Medjadel (O Médéa/ Algérie)

- **Défenseurs:** Mehdi Zeffane (Krylya Sovitov/ Russie), Ayoub Abdelaoui (FC Sion/Suisse), Youcef Atal (OGC Nice/ France), Ramy Bensebaini (Borussia M' Gladbach/ Allemagne), Djamel Benlamri (O.Lyon/ France), Mehdi Tahrat (Abha FC/ Arabie saoudite), Aissa Mandi (Betis Seville/ Espagne), Ahmed Touba (RKC Waalwijk/ Pays-Bas), Abdelkader Bedrane (ES Tunis/ Tunisie)

- **Milieux de terrain:** Mehdi Abied (Al Nasr/EAU), Adlene Guedioura (Al Gharafa SC/Qatar), Ramiz Zerrouki (Twente/ Pays-Bas), Sofinae Feghouli (Galatasaray/ Turquie), Farid Boulaya (FC Metz/ France), Haris Belkebla (Stade Brestois/ France), Hichem Boudaoui (OGC Nice/ France), Mehdi Zerkane (Bordeaux/ France)

- **Attaquants:** Islam Slimani (O.Lyon/ France), Baghdad Bounedjah (Al Sadd/ Qatar), Andy Delort (Montpellier/ France), Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre), Youcef Belaili (Qatar SC/ Qatar), Zineddine Ferhat (Nîmes Olympiques/ France), Rachid Ghezzal (Besiktas/ Turquie), Saïd Benrahma (West Ham/ Angleterre), Adam Ounas (Crotone/ Italie).

usm annaba

Le président Zaim Abdelbassad pointe à l'index l'arbitrage»



« On aurait pu faire un meilleur résultat contre la formation de l'ASK que le match nul seulement on a été frustré par l'arbitrage pour empocher les 3 points » a estimé le président de l'USMAN Zaim Abdelbassad dans une déclaration à la presse. Il faut dire que dans cette deuxième phase retour décisive du championnat national amateur groupe «EST», le travail de coulisse bat son plein aussi bien pour l'accession que pour la relégation. Le boss de l'USMAN estime que le partage de points avec la formation de l'ASK ne répond pas à la prestation fournie par son équipe qui méritait beaucoup mieux. A la question si l'USMAN a de

fortes chances d'accession. Le président Abdelbassad Zaim indique qu'au vu de son parcours actuel et avec ses atouts en infrastructures d'une ville au passé sportif élogieux mérite bien d'être dans la cour des grands. Il est à noter qu'à l'issue de cette 18ème journée du championnat amateur région «EST» les deux formations de l'USMAN et le HBCL occupent conjointement la première place du groupe avec 36 points au compteur devant la formation de l'USChaouia qui semble avoir abdicé pour la course à quelques encablures de la fin du championnat.

Tayeb Zgaoula

en :

Quel rôle pour Ghezzal en sélection ?

Parmi les joueurs suivis de près par les observateurs lors du stage du mois de juin, auquel s'apprête à attaquer officiellement l'EN ce lundi, l'attaquant du Besiktas Istanbul Rachid Ghezzal. Le retour de l'ancien Lyonnais dans l'effectif des Verts, en mars dernier, avait déjà fait parler de lui. Belmadi ne pouvait pas rester insensible aux sirènes de la Superlig turque. Il faut dire que la Turquie du football n'avait d'yeux que pour les Noir et Blanc d'Istanbul qui ont fait une saison remarquable avec comme meneur l'international algérien Rachid Ghezzal, qui a su trouver, en ce club de la rive ouest d'Istanbul, le lieu idéal pour s'exprimer et prouver ses qualités, mal exploitées en Angleterre.

Statut

Le décor était donc planté, tout était prêt pour réussir la sortie de Ghezzal en mars, et ce dernier n'a pas déçu. Un but et une passe décisive pour le



jeune frère d'Abdelkader Ghezzal et, par-dessus tout, un rendement de qualité qui a épaté plus d'un, le tout en une seule mi-temps, puisque le joueur a contracté une blessure qui l'a contraint à céder sa place après 45 minutes, ratant même le match suivant et le festival de buts face au Botswana. Ghezzal avait bien profité de sa titularisation à Lusaka. Une opportunité offerte suite à l'absence de Mahrez dans ce match ; il ne s'est fait pas prier pour sauter dessus. C'est dans le même contexte que Rachid abordera ce nouveau stage de juin avec en bonus un costume de champion qu'il s'est lui-même offert en Turquie avec

surtout ses 17 offrandes et 8 buts marqués. C'est donc naturellement qu'il est rappelé en sélection pour cette date spéciale de juin. Spéciale, car elle s'est invitée au moment où personne ne s'y attendait vu son caractère préparatif au début de la campagne Qatar 2022. C'est au cours de cette date que plusieurs cartes seront jouées, notamment dans certains postes : quel sera le rôle de RG dans le dispositif mondialiste de Belmadi ?

Mauritanie

Les regards seront donc à nouveau braqués sur Ghezzal en attendant l'arrivée de Mahrez. Le match de la Mauritanie s'annonce déjà comme étant la suite de la chance que le joueur a eue en Zambie ; il n'en a utilisé que 45 minutes. Ce qui fait que le match de jeudi prochain sera l'occasion de poursuivre son œuvre, pratiquement dans les mêmes conditions que le match interrompu à Lusaka. Ghezzal profitera de

l'absence de Mahrez pour essayer de confirmer sa première apparition et, à l'occasion, donner des soucis à Belmadi. Il faut dire que si Ghezzal réussit cette sortie, le coach national sera obligé de compter sur lui un peu plus souvent. Ce sera un réel casse-tête pour lui dans sa bataille quotidienne dans la gestion de son effectif, car, pour l'instant, Ghezzal a donné satisfaction à droite dans la même position que Mahrez. Or, la place de titulaire de ce dernier est indiscutable. Belmadi n'aura pas 36.000 solutions : il peut le reléguer au banc et en faire un remplaçant ; ce qui serait un énorme gâchis au vu de sa forme actuelle. Ou, tout simplement, le faire jouer dans un autre registre. Il faut dire que dans son club, même s'il est souvent plus présent à droite de l'attaque, il bénéficie d'une certaine liberté qui lui permet d'être mobile en attaque et de repiquer souvent dans l'axe. Il offre donc plusieurs options qui

pourraient intéresser Belmadi, surtout que ce dernier a tendance à vouloir diversifier le jeu de son équipe, ce qui la rend imprévisible. De quoi continuer à impressionner et, surtout, surprendre les adversaires. La fenêtre actuelle devrait permettre la mise en place de la nouvelle attaque. Ghezzal, le gaucher qui a appris à jouer à droite, pourrait être utilisé dans son flanc de prédilection, c'est-à-dire à gauche, là où Soudani, Benrahma ou encore Brahimi ont soit abandonné, soit perdu la bataille de la concurrence. RG a donc la particularité d'être polyvalent et Belmadi n'aura qu'à lui trouver le poste qui lui sied. Ce qui est sûr, sa forme et sa volonté toujours au top vont allumer la concurrence. Mahrez est averti, au grand bonheur de la galerie qui veut toujours plus de la ligne offensive.

Chelsea remporte la Ligue des Champions



C'était une affiche de rêve 100 % Premier League qui était proposé ce soir en finale de Ligue des Champions à l'Estádio do Dragão de Porto. Pep Guardiola annonçait la couleur avec une composition en 4-3-3 très offensive avec Raheem Sterling aligné d'entrée en lieu et place de Fernandinho placé à la surprise générale sur le banc. Un choix audacieux qui tentait à prouver que l'ancien coach du Barça voulait plus que tout glaner une nouvelle coupe aux grandes oreilles. Du côté de Thomas Tuchel, un onze classique, également était proposé en 4-3-3, avec comme petite surprise, Kai Havertz aligné en lieu et place de Christian Pulisic.

D'entrée de jeu, City menait la première estocade par Raheem Sterling. Parti dans le dos de Reece James, l'attaquant des Citizens se présentait dans la surface devant Edouard Mendy qui parvenait à détourner le ballon en corner en fermant l'angle et par le biais d'un plongeon. Les Blues réagissaient vite par l'intermédiaire d'un Timo Werner très actif sur le front de l'attaque mais qui ratait encore trois grosses occasions en 5 minutes (10e, 14e, 15e). Chelsea faisait alors mieux que se défendre et malgré la sortie sur blessure de Thiago Silva sur blessure (38e) parvenait à ouvrir le score par le biais de Kai Havertz à la suite d'une magnifique action collective et une passe décisive merveilleuse

en profondeur de Mason Mount. A la mi-temps, Thomas Tuchel dominait tactiquement et au score Pep Guardiola (1-0).

Des bobos, de l'intensité et au bout un sacre des Blues !

La deuxième période repartait sur un rythme et une intensité incroyable. Si les occasions étaient moins nombreuses, le physique des 22 acteurs était mis à rude épreuve et sur un contact avec Antonio Rudiger, Kevin De Bruyne quittait ses coéquipiers en larmes et finissait la rencontre dans les tribunes avec un sacré coquard à l'oeil. À la 68e minute, Manchester City, qui pouvait désormais compter sur un Fernandinho fraîchement entré en jeu et qui avait cruellement manqué jusqu'alors, sonnait la

révolte par l'intermédiaire de Phil Foden qui décalait Riyad Mahrez qui centrait pour Gundogan. Mais Cesar Azpilicueta sauvait les siens d'un tackle salvateur et manquait de quitter les siens quelques instants plus tard sur un choc au genou.

Les Blues, qui se contentaient de gérer leur court avantage, se montraient encore dangereux et Christian Pulisic (73e) manquait de donner un avantage définitif aux siens d'une frappe trop croisée alors qu'il était idéalement placé. Manchester City poussait durant le dernier quart d'heure et manquait d'égaliser par l'intermédiaire de Gabriel Jesus qui ratait sa Madjer (75e). L'entrée en fin de match de Sergio Aguero pour sa

dernière avec Manchester City n'y changeait rien malgré une incroyable occasion de Riyad Mahrez dans les ultimes secondes du match. Malgré les efforts des Citizens, les Blues réussissaient à tenir ce score de 1-0 jusqu'à la fin et remportait la deuxième Ligue des Champions de son histoire. Du côté de Thomas Tuchel, c'est une incroyable revanche puisqu'il avait échoué lors de la dernière édition face au Bayern Munich et avait été mis à la porte du PSG cet hiver. Enfin, Pep Guardiola et Manchester City, qui étaient encore invaincus avant cette finale cette saison en C1, échouaient encore une fois dans une compétition qui ne réussit vraiment pas au club mancunien...



Motion Sonic, l'épatant bracelet de Sony qui met la musique en mouvement

Sony vient de lancer une campagne de financement participatif pour le prototype d'un bracelet d'un nouveau genre. Le Motion Sonic permet de générer des effets sonores par des gestes en jouant de la musique. Sony a choisi le crowdfunding pour financer le développement d'un bracelet détecteur de mouvements destiné aux musiciens. Encore au stade de prototype, le Motion Sonic identifie différents gestes afin de créer des effets sonores pendant que le porteur joue d'un instrument.

L'appareil est constitué d'une petite capsule électronique, qui se place dans un des deux bracelets fournis et se porte sur l'arrière de la main ou autour du poignet.

Le bracelet capture des mouvements de la main et



les traduit en commandes via une application sur iPhone ou iPad. L'utilisateur peut choisir les effets associés aux gestes et modifier la hauteur, la distorsion, la réverbération, le delay, le panoramique, le gain et le

bruit. L'iPhone est ensuite connecté à l'instrument de musique via une interface audio.

Une livraison prévue pour mars 2022

L'appareil se connecte en Bluetooth, mais n'est

compatible à l'heure actuelle qu'avec les appareils iOS, Android étant explicitement exclu. Sony annonce une autonomie de deux heures et demi, qui passe à six heures en éteignant la lumière intégrée. Les bracelets sont conçus pour s'ajuster à différentes tailles de mains et s'adaptent aussi bien aux gauchers et aux droitiers.

Le Motion Sonic est proposé sur le site de crowdfunding Indiegogo au prix réduit de 23.900 yens, ou 178 euros pour les 400 premiers bracelets, puis au prix de 27.200 yens, soit 203 euros. L'appareil est toutefois proposé uniquement pour le Japon et les États-Unis. Sony prévoit la livraison des premiers exemplaires à partir de mars 2022.

En Bref...

Selon certaines sources, Nintendo s'apprête à dévoiler une nouvelle version de la console Switch en amont de l'E3. L'appareil pourrait être disponible dès la rentrée, en septembre ou octobre.

Des rumeurs courent depuis quelques mois prétendant que Nintendo travaille sur une nouvelle version de sa console Switch qui s'appellerait la Switch Pro. Selon Bloomberg, qui cite des sources proches du dossier, l'annonce officielle pourrait tomber dans les prochains jours. Elle serait prévue avant la conférence E3 qui débute le 12 juin prochain, et ceci afin de permettre aux développeurs d'annoncer leurs jeux pour la console pendant l'évènement.

Selon ces informations, qui ont été corroborées par le site Eurogamer, la production pourrait commencer dès le mois de juillet, malgré la pénurie mondiale de semi-conducteurs. Les fournisseurs estiment toutefois pouvoir répondre à la demande, Nintendo ayant choisi des composants soumis à une demande moins forte que ceux qui équipent les nouvelles consoles de Sony et Microsoft.

La nouvelle Switch devrait être vendue à plus de 300 euros

Le coût plus élevé des composants devrait toutefois faire grimper le prix par rapport à la Switch actuelle, vendue 299 euros. Pour faire face à la concurrence, notamment la PlayStation 5 et la Xbox Series X, la console sera dotée d'une nouvelle puce graphique Nvidia capable d'un affichage 4K sur un téléviseur, ainsi que d'un écran OLED 7 pouces produit par Samsung.

Selon Bloomberg, cette nouvelle console remplacerait l'actuelle, et serait donc proposée aux côtés de la Switch Lite, actuellement vendue à 199 euros. Nintendo pourrait annoncer le lancement officiel de la Switch Pro pour le mois de septembre ou octobre.

Tesla met à jour son Autopilot pour vérifier que le conducteur est attentif à la route derrière son volant

L'Autopilot embarqué dans les Tesla est une aide à la conduite mais n'offre pas encore le moyen de circuler en totale autonomie. Pourtant, certains propriétaires de Tesla n'hésitent pas à circuler en état de fatigue avancée, voire ivre, au volant, laissant la voiture les guider.

Pour mieux assister ceux qui ont choisi d'activer l'option d'aide à la conduite, le constructeur automobile vient de diffuser une mise à jour de son Autopilot. Il intègre une fonction qui utilise la caméra embarquée des véhicules, rapporte Techcrunch relayé par 01Net.

Une caméra au-dessus du rétroviseur

C'est la caméra fixée au-dessus du rétroviseur qui est chargée d'examiner le conducteur. Un



système d'alerte était déjà opérationnel. Il s'appuyait sur des capteurs positionnés sur le volant pour mesurer le couple de torsion : le conducteur devait ainsi placer ses mains sur le volant, sous peine de déclencher des alarmes visuelles et sonores.

Un dispositif qui comportait

des failles, d'abord parce qu'il était possible de s'assoupir tout en conservant les mains sur le volant. Par ailleurs, des conducteurs avaient trouvé le moyen de contourner le système d'alerte actuel.

Des conducteurs installés à l'arrière

De nombreuses vidéos de personnes circulant à bord d'une Tesla sur l'autoroute, installées sur la banquette arrière, sans aucun conducteur, sont publiées sur les réseaux sociaux comme YouTube ou TikTok. Des comportements qui peuvent conduire à des accidents.

Avec ce dispositif, la marque de voiture électrique va aussi se conformer à la nouvelle réglementation européenne. A l'horizon 2022, tous les véhicules neufs commercialisés en Europe devront être équipés d'un avertisseur de somnolence, souligne Ouest-France. Pour l'instant, seuls les Model 3 et Model Y sont concernés par cette innovation.



Le point sur les médicaments anti-Covid-19 bientôt disponibles

Bientôt, un simple verre d'eau, une pilule à avaler dès l'apparition des symptômes et nous serons soignés contre la Covid-19. Finis l'isolement si l'on est un « cas contact », ces futurs médicaments agiront également préventivement. Et même sur les variants du coronavirus. Ce n'est pas de la science-fiction, certains projets sont actuellement en essai clinique de phase 3. Les pharmacies compteront-elles bientôt sur leurs étagères des boîtes de médicaments anti-Covid ? Après les vaccins, les entreprises pharmaceutiques sont sur les rangs pour développer un traitement à avaler simplement chez soi, avec un grand verre d'eau, en cas d'apparition de symptômes. Car même s'il vaut mieux prévenir que guérir, comme le dit le proverbe, savoir guérir reste crucial. Plusieurs années seront nécessaires afin que les vaccins soient disponibles partout. Et même une fois qu'ils seront largement diffusés, certaines personnes refuseront toujours la piqûre. Enfin, un très petit nombre de personnes vaccinées tombent malgré tout malades.



Comment fonctionne un antiviral ? Des antiviraux existent déjà contre d'autres virus, par exemple le VIH, responsable du Sida, ou celui de la grippe (prescriptions de Tamiflu). Au début de la pandémie, les financements et la recherche se sont concentrés sur le développement des vaccins, expliquant en partie le retard pris pour mettre au point des antiviraux contre le coronavirus. Voici les traitements déjà testés les plus utilisés contre la Covid-19. Comment fonctionnent-ils ? « Les virus sont des petites machines, qui ont besoin de certains composants pour se répliquer », explique à l'AFP Daria Hazuda, biochimiste travaillant sur

ces traitements depuis des années. « Les antiviraux sont généralement de petites molécules chimiques, développées pour interférer avec cette machinerie. Ils introduisent une mutation dans le virus, et lorsque cela se produit plusieurs fois, ces mutations diminuent la capacité du virus à se répliquer », résume-t-elle. La maladie ainsi freinée, les cas graves, les hospitalisations et les décès peuvent être évités.

Quels sont les projets en cours ?

Deux projets sont actuellement relativement avancés, testés sur plus d'un millier de personnes et sont en essais cliniques de phase 3. Le premier est celui du laboratoire pharmaceutique

américain Merck, en partenariat avec la société de biotechnologies Ridgeback Biotherapeutics. Le produit s'appelle Molnupiravir. D'abord développé contre la grippe, il a été modifié pour pouvoir être mis sous forme de pilule. Celle-ci doit être prise deux fois par jour, pendant cinq jours. Le traitement a été très bien toléré par les quelques centaines de personnes l'ayant déjà reçu. Des analyses sur plusieurs dizaines d'entre elles ont montré que le virus n'était plus détectable au bout de 5 jours pour toutes celles traitées au Molnupiravir, mais il l'était toujours chez 26 % du groupe placebo. Les résultats d'essais chez 1.450 adultes supplémentaires sont attendus à l'automne. Le second projet est celui de l'entreprise pharmaceutique suisse Roche, en partenariat avec l'Américaine Atea Pharmaceuticals. Appelé AT-527, le traitement est testé chez environ 1.400 participants en Europe et au Japon, cette fois dès 12 ans. « Nous nous attendons à demander une autorisation aux régulateurs d'ici la fin de l'année et à lancer le médicament en 2022 », a déclaré à l'AFP Jean-Pierre

Sommadossi, P.-D.G. d'Atea. Un troisième projet, moins avancé, est développé par Pfizer. Contrairement aux autres, le traitement appelé PF-07321332 n'a pas été réadapté mais développé spécifiquement contre le SARS-CoV-2, le virus causant la Covid-19. Il est testé chez environ 60 adultes, avec des résultats attendus d'ici fin juin.

Le défi : être diagnostiqué le plus vite possible

Chez Merck comme chez Roche, le médicament doit être pris cinq jours maximum après l'apparition de symptômes. En effet, la réplication du virus est maximale durant la première semaine. « Le plus tôt vous soignez avec un antiviral, meilleure sera l'issue », explique Daria Hazuda, qui dirige les recherches pour le médicament de Merck. C'est ce qui explique le relatif échec du Remdesivir, seul antiviral contre la Covid-19 autorisé jusqu'ici. Produit par le laboratoire américain Gilead Sciences, il doit être administré par intraveineuse à l'hôpital. Les patients sont ainsi trop avancés dans la maladie pour en tirer un vrai bénéfice.

Mieux connaître son microbiote en mangeant des muffins bleus

Des chercheurs ont mis au point une méthode simple et peu coûteuse afin d'évaluer de façon très précise notre temps de transit ainsi que la composition de notre microbiote : en mangeant des muffins bleus ! Le temps de transit est un bon indicateur de l'état de santé général d'une personne. C'est aussi une très bonne manière d'obtenir facilement des informations sur les interactions entre l'hôte et les populations de micro-organismes qui le composent.

Pourtant, jusqu'à présent, avoir une idée précise de ce temps de transit était réservé à des études en laboratoire car les méthodes coûtent cher et requièrent un matériel technologique de pointe. Ce temps est révolu grâce à une équipe de chercheurs londoniens qui publient leur expérience dans la revue Gut. L'objectif de l'étude. Comme nous le disions, des méthodes rigoureuses existent déjà pour mesurer avec précision le temps de transit chez les humains.

Mais l'inconvénient réside dans le fait qu'elles sont onéreuses et peu accessibles. Dès lors, il était utile de trouver une méthode dont la précision serait similaire sans occasionner une trop grosse dépense d'argent pour les particuliers et sans utiliser du matériel technologique. Ce fut l'un des objectifs des auteurs de cette étude multicentrique en simple aveugle avec celui de mieux cerner la relation entre le temps de transit et la composition du microbiote intestinal.





Avocat, banane, miel... Trois recettes de masques maison pour peaux sèches et sensibles

Pour retrouver une peau douce et saine, rien de mieux que de chouchouter son visage avec des soins maison aussi délicieux que nourrissants.

Des sensations de tiraillements, des rougeurs disgracieuses, un teint terne... Les peaux sèches et sensibles ont besoin d'être bichonnées au quotidien, surtout en hiver. Pour affronter le froid, le vent ou la pollution, rien de mieux que les recettes de grand-mère homemade, idéales pour retrouver une peau toute douce.

Avocat et banane

Pour nourrir l'épiderme, l'avocat et la banane sont d'excellents remèdes anti-froid. L'avocat, souvent utilisé dans le soin des peaux matures, possède des propriétés régénérantes et antioxydantes. Il protège la peau des agressions extérieures, tels que le vent ou la pollution, et laisse un film protecteur qui préserve parfaitement la couche supérieure de l'épiderme. La banane, riche en nutriments, nourrit la peau en profondeur et l'aide à se régénérer.

Pour réaliser un masque visage avocat-banane fait maison, rien de plus simple. On écrase une banane et un demi-avocat mûr, puis on ajoute une cuillère à soupe



de miel liquide. Quand on a obtenu un mélange onctueux, on applique au pinceau sur le visage, en évitant le contour des yeux, et on patiente une dizaine de minutes. Enfin, on ôte l'excédent à l'aide d'un coton imbibé d'eau florale et on rince à l'eau minérale.

Miel et argile

Pour nettoyer son visage en douceur, l'argile blanche fait figure de candidat

idéal : elle permet d'absorber les graisses sans décaper la peau. Délicate, elle est très bien tolérée, même pour celles qui ont tendance à rougir. Associée au miel, elle crée un soin à la fois hydratant et purifiant. Réputé pour ses propriétés nourrissantes et émollientes, le miel possède des vertus apaisantes. Pour réaliser un masque depuis sa salle de bains, on mélange une cuillère à soupe d'argile

blanche, une cuillère à soupe de yaourt nature et une cuillère à soupe de miel liquide (type miel d'acacia). Puis on applique sur une peau propre et sèche et on laisse poser environ vingt minutes. Pour le rinçage, on préfère l'eau thermale ou minérale à l'eau du robinet, trop calcaire pour les peaux sensibles.

Oeuf et huile

d'amande douce

Si on utilise souvent le blanc d'œuf pour le soin des peaux grasses, on oublie souvent les vertus hydratantes et nourrissantes du jaune d'œuf pour les peaux sèches. Cet ingrédient possède aussi l'avantage d'unifier le teint en estompant les petites taches. Pour booster l'efficacité de votre soin du visage à l'œuf, on associe les jaunes à une huile végétale riche, comme l'huile d'olive, l'huile ou d'amande douce. Afin de réaliser cette recette, on mélange deux jaunes d'œufs avec un fruit écrasé comme une banane ou un avocat puis on ajoute une cuillère à soupe d'une huile végétale. Enfin, on applique le mélange sur son visage, et on patiente une vingtaine de minutes avant de rincer. Idéal pour passer l'hiver hydratée.

Est-ce si grave de se laver les cheveux tous les jours ?

Le lavage de cheveux au quotidien est souvent déconseillé. Un shampoing appliqué tous les jours fait-il tant de mal que ça à nos chevelures ? Des experts mettent fin au débat.

«Quoi ? Tu te laves les cheveux tous les jours ?!» Avouer se laver les cheveux au quotidien se voit souvent reçu avec stupeur. Et illico suivi d'un conseil : «Il faut absolument espacer les shampoings.» La pratique serait en effet à l'origine d'un cercle vicieux : plus on les lave, plus ils regraissent vite. Légende urbaine capillaire ou vrai fléau des chevelures à tendance grasse ?

Pas de panique

Lorsque l'on pose la question à des experts, la réponse est loin d'être tranchée. Guillaume Fernandes, coiffeur aux commandes du salon Inné, estime que cette habitude n'est «pas forcément mauvaise» : «Tout dépend de la nature du cheveu et des shampoings.» Même écho nuancé du côté de Tom Marcireau, spécialiste John Masters Organics, qui pense que «si on fait ça sérieusement, en évitant le côté «lessive» sur sa chevelure en frictionnant trop fort, ce n'est pas un problème».

Mais le coloriste Christophe Robin penche plutôt de l'autre côté de la balance, sans proscrire la pratique à 100%, mais sans la plébisciter pour autant : «Imaginez que vous lavez vos cache-mires tous les jours. Bonjour l'état de la fibre !»

En vidéo, dix aliments pour avoir de beaux cheveux

Shampoing quotidien :

avec les bons produits...

Si leurs avis diffèrent, ils sont tous d'accord pour dire que la formule du shampoing doit être adaptée à sa fréquence d'utilisation. Celui-ci doit contenir «une base lavante légère et peu d'ingrédients nourrissants», comme l'explique Tom Marcireau. Exit la kératine ou le beurre de karité, trop gras donc.

Pour savoir quelle fréquence adopter, il faut se fier à la quantité de sébum que sécrète le cuir chevelu. «Les chevelures qui graissent ont plutôt intérêt à être lavées régulièrement, contrairement aux cheveux secs», déclare Guillaume Fernandes. S'ils ont été colorés, les trois experts conseillent d'alterner pour appliquer un soin pigmenté une à deux fois par semaine. Pas plus. Tom Marci-



reau ironise même à propos des produits pigmentés pour cheveux blonds : «Avec un shampoing bleu tous les jours, vous allez finir fée des lilas !»

... et les bons gestes

Les gens ne savent pas se laver les cheveux

Pour Christophe Robin, le principal problème reste que «les gens ne savent pas se laver les cheveux». Ses conseils : «On brosse la chevelure, avant de passer sous le jet d'eau, puis on pose une petite quantité de shampoing car rares sont ceux qui n'en mettent pas toujours trop.

On émulsionne sur les racines en effleurant, puis on rince, on rince... et on rince, de préférence à l'eau froide !» Tom Marcireau, de son côté, conseille d'utiliser «une seule pression de produit».

Oui, un lavage quotidien n'est donc pas interdit. Mais il ne faut pas pour autant transformer sa salle de bains en sauna tous les jours. Et surtout, ne pas gâcher ses efforts en infligeant dans la foulée un brushing d'enfer à une crinière propre, et en bonne santé. Pour Guillaume Fernandes, «c'est surtout une question de bon sens».



Romuald Hazoumé :

« Nous, Africains, devons aussi assumer notre responsabilité dans l'esclavage »



Avec « Expression(s) décoloniale(s) », le château des ducs de Bretagne invite l'artiste béninois Romuald Hazoumé et l'historien ivoirien Gildas Bi Kakou à poser un nouveau regard sur ses collections et la traite transatlantique.

La démarche est assez neuve en France, et prête le flanc à la polémique. Mais elle est totalement assumée. « Longtemps, nous avons abordé la traite et l'esclavage avec les outils des historiens, dans leur dimension politique, économique, sociale... Mais il manquait la dimension humaine, pose Krystel Gualdé, directrice scientifique du Musée d'histoire de Nantes.

Le Rijksmuseum, à Amsterdam, a eu de l'avance en proposant un travail de décolonisation des collections, en mettant l'émotion, l'empathie, au cœur du musée grâce à l'intervention d'artistes contemporains. Quand on avait ligoté les esclaves, ensuite, on les faisait taire. On les a empêchés de raconter l'horreur. Comme au Rijksmuseum, ici, un artiste comme Romuald Hazoumé est une passerelle entre ce passé douloureux et notre

présent. »

Une vingtaine de pièces de l'artiste, parfois démesurées, sont disséminées dans le château des ducs de Bretagne : depuis sa vaste cour jusque dans les salles du musée d'Histoire. Mais l'évocation se fait parfois par petites touches.

Dans une pièce consacrée à la traite atlantique, l'artiste béninois diffuse par exemple une simple bande son. Ce sont les voix d'hommes et de femmes, des chants, des gémissements, qui disent la peur et la maladie sur le bateau qui les arrache à l'Afrique.

Elles s'ajoutent au coffrage en bois de la salle, évoquant l'entrepont d'un navire négrier. À une gravure présentant le bateau nantais la Marie-Séraphique, et la manière dont on y entassait plus de 300 esclaves. Aux menottes qui les entravaient, aux matraques utilisées pour les réduire au silence. Ou aux armes offertes par les négociants à leurs intermédiaires africains.

Il faut tous ces éléments, ces textes, ces objets, ces maquettes, ces voix humaines pour faire resurgir une réalité longtemps tue. Nantes fut le premier port négrier de

France, assurant plus de 42 % des départs d'expéditions de traite entre 1707 et 1793. L'abolition de l'esclavage, en 1848, marque définitivement la fin du trafic d'êtres humains. Comme l'explique Krystel Gualdé, « la ville n'a pas été dans le déni face à son histoire coloniale, mais a longtemps tenté de l'occulter, en mettant par exemple en avant son passé de résistante pendant la seconde guerre mondiale. » Au-delà de la cité portuaire, c'est tout le pays, selon elle, qui a encore du mal à affronter la période coloniale, l'histoire de la colonisation étant encore insuffisamment enseignée ou connue. Bertrand Guillet, directeur du musée, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme vouloir sortir « du carcan du roman national. »

Les interventions de Romuald Hazoumé, quant à elles, ne vont pas forcément dans le sens auquel on pourrait s'attendre, celui d'une attaque en règle des Occidentaux. « Moi mon rôle en tant qu'artiste africain, c'est de dire aux miens, 'nous, Africains, devons aussi assumer notre responsabilité dans l'esclavage !' S'il n'y avait pas eu de vendeur, il n'y aurait pas eu d'acheteur. Comme les Occidentaux, des

Africains ont aussi profité de ce trafic ! Et il est important de parler de ce qui se passe aujourd'hui, de parler de ces enfants que l'on « place » dans d'autres familles, qui font le ménage, la vaisselle, qu'on ne met pas à l'école... Nous devons nous regarder d'abord avant de regarder les autres. »

Tabou

Le plasticien né à Porto-Novo utilise dans ses installations des bidons de 50 litres que de jeunes hommes, principalement, transportent parfois par lots de quatre sur des motos entre le Nigeria et le Bénin pour acheminer de l'essence. Découpés, rafistolés, ces jerricans rappelant étrangement des visages humains.

Et ils racontent aussi un peu de l'esclavage moderne dans le pays, où les plus déshérités jouent leur vie (les accidents sont fréquents) pour quelques billets. Pour l'artiste, les élites ont leur part de responsabilité dans cette domination : « ce sont les mêmes personnes depuis 30 ans, juste rafistolées comme ces bidons, et elles ne sont intéressées que par leur maintien au pouvoir. »

Mais le peuple n'est pas sans tort non plus, lui qui attend avec fatalisme une amélioration de son sort venant d'une protection surnaturelle « musulmane, chrétienne, évangéliste, vaudou... parfois tout à la fois. »

Un autre invité, Gildas Bi Kakou, historien ivoirien qui a consacré sa thèse de doctorat à la traite négrière ivoirienne au XVIII^e siècle, intervient dans les collections. À côté des cartels habituels, on peut lire ses commentaires, qui ajoutent un éclairage pertinent, « de l'intérieur ».

Il décrit par exemple les opérations guerrières « nolo » (rapt d'un individu isolé) ou « mvrakila » (tenant du raid, de la rrazia) au Congo pour fournir des esclaves aux négriers. Il évoque aussi le royaume Ashanti (1701-1874) à qui était livré chaque année

un tribut de 2 000 esclaves.

« La responsabilité africaine dans l'esclavage est encore taboue, reconnaît celui qui s'est intéressé au sujet en découvrant que certains de ses lointains aînés avaient été propriétaires d'esclaves. Que l'on soit descendant de parents réduits à la servilité ou de personnes possédant des esclaves, c'est encore très compliqué et honteux d'en parler. »

L'historien prometteur (il est lauréat du prix du Comité national pour la mémoire et l'Histoire de l'esclavage 2019) poursuit actuellement son travail à Nantes, les universités ivoiriennes ne semblant pas pressées de s'attaquer sérieusement au sujet. « Il y a aussi des enjeux financiers dans la reconnaissance d'une participation africaine, remarque Krystel Gualdé. Si les États reconnaissent cette participation, la question des réparations serait évidemment brouillée. »

En attendant que toutes les responsabilités soient pleinement assumées, l'exposition nantaise est un formidable émulateur intellectuel. Les outils du mouvement décolonial y sont repris, sans culpabilisation, sans pathos, pour interroger nos certitudes.

« Nous possédons ici deux tableaux, les portraits de Dominique-René Deurbroucq (1715-1782) et de son épouse Marguerite-Urbane née Sengstack (1715-1784) chacun avec un esclave noir, pose Krystel Gualdé. On s'est habitués à ce que figure ce terme d'« esclave » près des noms des maîtres, mais il ne résout rien. Il ne dit rien de l'âge, du genre, il résume à un statut servile. Très prochainement, on présentera d'abord ces portraits comme « Deux Nantais, dont l'un mis en esclavage. »



« Ao Ashi – Playmaker »

Un nouveau manga de foot à la « Olive et Tom »

Un jeune surdoué du ballon rond, repéré par un entraîneur pas comme les autres, et leur ascension aux sommets du football japonais... Si l'intrigue du nouveau manga Ao Ashi vous rappelle quelque chose, c'est normal, c'est la même que celle du culte Captain Tsubasa, alias Olive et Tom. Mais la comparaison s'arrête là. Les deux titres partagent les mêmes codes du shônen, une même fièvre sportive, et pourtant, très vite, le manga de Yugo Kobayashi et Naohiko Ueno trouve sa propre identité, grâce à son héros Ashito Aoi, jeune chien

fou loin du très (trop) sage Tsubasa, des personnages secondaires attachants et surtout un trait à la fois riche et puissant. Une adaptation animée pour 2022 Il existe déjà d'autres mangas de foot, et des très bons (Angel Voice chez Kana, Whistle chez Panini et bientôt Blue Lock chez Pika), et si Ao Ashi s'inscrit dans leur sillon, il apporte ce qu'il faut de nouveauté, comme un changement d'arène, abandonnant le cadre scolaire pour le milieu du sport. Ashito doit ainsi passer des tests de détection du grand club Tokyo City Esperion, et

ce n'est que le début d'une aventure qui court sur plus de 20 de tomes et est toujours en cours de publication au Japon. La toute récente annonce d'une adaptation animée pour 2022 devrait d'ailleurs lui assurer de nouveaux supporters, et un coup de boost sur les ventes comme pour les mangas Jujutsu Kaisen ou Tokyo Revengers avant lui. Si la sortie d'Ao Ashi concorde idéalement avec l'Euro de football, elle marque également l'arrivée d'un nouvel éditeur, Mangetsu, sur un marché du manga plus dynamique que jamais.



RDC :

La Lucha racontée en bande-dessinée

La dessinatrice Kam et la journaliste Justine Brabant livrent avec « Lucha, Chronique d'une révolution sans armes au Congo » – publié en ligne sur JA.com en 2018 – une histoire vivante et informée du mouvement citoyen. La bande dessinée est une arme de combat. Une arme pacifique qui s'empare des moyens journalistiques à sa disposition, y ajoute le pouvoir de séduction et de narration du dessin pour mieux décortiquer les affaires, les événements, les faits divers que les médias traditionnels se contentent trop souvent de survoler. Incisive, provocatrice, populaire, la bande dessinée fait peur. En France, le scandale des algues vertes, patiemment décortiqué par Inès Léraud et Pierre Van Hove (Algues vertes, L'histoire interdite, La revue dessinée et Delcourt) a valu à ses auteurs menaces et procès. Il faut dire que leur enquête mettait en cause les grands groupes agro-industriels bretons et remontait jusqu'au plus haut sommet de l'État en égratignant au passage le tout-puissant ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Aujourd'hui, c'est aux dirigeants congolais de s'inquiéter : la journaliste Justine Brabant, spécialiste de la RDC, et Annick Kamgang, dite « Kam », dessinatrice de presse, ont uni leurs forces pour nous raconter l'histoire de la Lucha (« Lutte pour le changement »), le mouvement citoyen non-violent fondé en 2012 à Goma. « Réveiller la conscience des gens » Co-éditée par La Boîte à Bulles et Amnesty International, Lucha, Chronique d'une révolution sans armes au Congo replace le combat de ce groupe sans statut juridique ni dirigeant au cœur de l'histoire du Congo tout en le situant dans un contexte panafricain contemporain : on sait les liens entretenus par les membres de la Lucha avec les « Y'en a marre » sénégalais et les « Balais citoyens » burkinabès. Habilement, les autrices marient contexte politique global et revendications quotidiennes, comme celles relatives à l'accès à l'eau. « On essaie de réveiller la conscience des gens, explique ainsi Micheline Mwendike, cofondatrice de la Lucha. Pourquoi il n'y a pas d'eau

dans le robinet ? On essaie de discuter, de faire en sorte que les gens réalisent que ce n'est pas normal. Goma a les pieds dans l'eau : l'eau du lac Kivu, immense réservoir d'eau douce. Alors on est allé aider les gens à puiser. On a fait des sit-in pour alerter l'assemblée provinciale. On a mobilisé les gens en ligne. » Bien entendu, quand on s'attaque aux problèmes du quotidien, il est fréquent de débusquer des affaires beaucoup plus graves : détournements d'argent, corruption des élites, impérite des pouvoirs publics... La Lucha gêne, ses sympathisants sont menacés, violentés, emprisonnés ; les autorités tentent par tous les moyens de les discréditer. « Ces mouvements... On a l'impression que ce ne sont pas des initiatives locales, déclare ainsi Séverin Mugangu, directeur de cabinet de l'ex-gouverneur du Sud-Kivu. On a invité des gens à l'île de Gorée, ils ont été mis au courant de l'expérience du Burkina Faso, de je ne sais quel autre pays... C'est un problème. » La stratégie politique est classique : nier l'existence de problèmes intérieurs et

inventer de toutes pièces une influence étrangère antipatriotique... En la matière, l'ancien porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende était un expert : « Un Burkinabè qui fait la révolution au Burkina, c'est un révolutionnaire. Un Burkinabè qui vient faire la révolution au Congo, c'est une agression. » « Nous sommes indépendants » Du côté de la Lucha, le son de cloche est bien différent. « Nous sommes indépendants, nous n'avons de contrat avec personne, explique Luc Nkulula. Mais les autorités aiment entretenir la confusion là-dessus. Je pense qu'ils n'arrivent pas à imaginer que des jeunes, de leur propre initiative, puissent se révolter contre une situation injuste, parce qu'ils viennent d'un système où l'on obéit aux chefs, un système où on ne les contredit pas. Si l'on se révolte, on doit nécessairement être manipulé ou payé par quelqu'un pour le faire. Ils ne peuvent pas imaginer que, tout simplement, on en peut plus. » Sans œillères par rapport à la réalité, l'efficacité et l'ampleur du mouvement

citoyen, les autrices insistent sur l'espoir qu'il diffuse au sein d'une société trop souvent gangrenée par la résignation : « C'est une lutte pour la paix, la justice sociale, la liberté, la dignité. C'est une lutte pour nous libérer nous-mêmes en tant que citoyens des chaînes de la peur, de la résignation, de la dépendance matérielle et morale, du conformisme et de la lâcheté. » « Responsabilités désertées » Sur le continent, la bande dessinée a souvent été utilisée de manière didactique pour diffuser des messages préventifs face à des maladies comme le sida ou le paludisme. Prophylactique, elle est désormais un moyen d'information à part entière, sur tous les sujets. Justine Brabant et Annick Kamgang expliquent aujourd'hui la Lucha, demain Elizabeth Colomba et Aurélie Lévy raconteront la vie de Stéphanie Saint-Clair (Queenie, la marraine de Harlem, Anne Carrière, août 2021) dans le New York des années 1920 et 1930 tandis qu'Hélène Ferrarini et Damien Cuvillier reviendront sur les restitutions d'œuvres d'art africaines dans La Revue Dessinée (Juin).

Vaccination :

Kate Middleton a reçu sa première dose de vaccin contre le Covid-19

Au suivant ! Dans la file d'attente du centre de vaccination du Science Museum de Londres, il y avait une patiente pas comme les autres vendredi. Parmi les quidams se cachait Kate Middleton, qui a annoncé avoir reçu sa première dose de vaccin sur Twitter. « Je suis extrêmement reconnaissante envers toutes les personnes qui jouent un rôle dans ce déploiement – merci pour tout ce que vous faites », a écrit la duchesse de Cambridge dans son message.

La femme du prince William n'a pas fait « une Vêran » en mettant une chemise et a préféré porter un tee-shirt blanc, comme on peut le voir sur la photo postée sur les comptes Instagram et Twitter du duc et de la duchesse de Cambridge.



Une famille royale au top de la vaccination

Kate Middleton a donc reçu sa première dose de vaccin contre le Covid-19 dix jours après son mari. Le prince William a partagé la nouvelle la semaine dernière, dans un message similaire à celui de son épouse : « A tous ceux qui travaillent sur le déploiement de la vaccination, merci pour tout ce que vous avez fait et ce que vous continuez à faire. »

Kate et William font désormais partie des 38 millions de Britanniques à avoir reçu au moins une dose de vaccin. Dans le pays, 73,8 % de la population a reçu une première injection et 46,5 % a été totalement vaccinée. Parmi les membres de la famille royale, la reine Elisabeth II, le prince Charles et la duchesse de Cornwall Camilla sont également protégés des formes graves du Covid-19.

Info Star...

Shia LaBeouf peut éviter de passer par la case prison, mais à une condition. Comme le relaye E! Online, le juge en charge de l'affaire d'agression et de vol dans laquelle l'acteur est impliqué lui donne une chance. D'après des documents judiciaires officiels, la

star de Transformers devra suivre une thérapie une fois par semaine, qui inclura notamment des cours de gestion de la colère. Il devra aussi porter un appareil Soberlink pour contrôler son taux alcoolémie, et se soumettre à des tests d'alcoolémie aléatoires, ainsi que

participer à un programme de sobriété en 12 étapes.

Il a, par ailleurs, l'interdiction stricte de recourir à la force ou à la violence, de posséder des armes à feu et doit « respecter la loi », affirme le juge.

BTS fêtera ses huit ans d'existence avec un livestream réparti sur deux jours



Bientôt huit ans que BTS a sorti 2 Cool 4 Skool, son premier EP. Un anniversaire que le groupe de K-pop a décidé de célébrer en grande pompe avec un événement baptisé BTS 2021 MUSTER SOWOOZOO qui se tiendra les 13 et 14 juin prochains comme le relaye le NME. Au programme, deux journées de livestream durant lesquelles les sept chanteurs comptent bien honorer leur Army, une communauté de fans qui les suit fidèlement et ne cesse de grossir jour après jour.

La première journée sera consacrée au répertoire en langue coréenne du groupe, tandis que la seconde journée ravira le public international avec des chansons interprétées dans d'autres langues. Il faut dire que ces derniers mois, les BTS ont largement prouvé leur stature internatio-

nale en s'imposant dans les charts américains. D'ailleurs, ils viennent encore de battre tous les records avec Butter, leur second titre entièrement écrit dans la langue de Shakespeare.

Record sur record

Lors de sa sortie le 21 mai, la nouvelle chanson des BTS a explosé les compteurs sur Spotify avec pas moins de 11 millions de streams en 24 heures, enterrant le record autrefois détenu par Ed Sheeran avec son titre I Don't Care.

Même cataclysme sur YouTube alors que le clip du morceau a été visionné plus de 100 millions de fois le jour de sa publication. Plus ça va, et plus les BTS placent la barre haut et tout porte à croire qu'ils ne vont pas s'arrêter en si bon chemin.

Oprah Winfrey défend Harry et Meghan dans leur volonté de tout balancer malgré les critiques



Pour les détracteurs de Harry et Meghan, il paraît contradictoire d'exiger le respect de sa vie privée tout en dévoilant son intimité dans des interviews regardées par des millions de personnes. Mais du point de vue d'Oprah Winfrey, qui joue désormais un rôle prépondérant dans la vie médiatique du couple princier, ce

n'est pas parce que l'on exige le respect de son intimité que l'on doit se réduire au silence. « Vous savez, je demande qu'on respecte ma vie privée, et je parle tout le temps (en public). Alors je pense que tout le monde mérite d'avoir une vie sans intrusion de photographes, de gens qui volent au-dessus de vous ou qui vous envahissent. C'est



ce dont les gens ne se rendent pas compte. Vie privée n'est pas synonyme de silence », a expliqué la star de la télévision américaine lors d'un passage dans l'émission Today. Dire la vérité pour se libérer Depuis l'interview choc de Meghan et Harry menée par Oprah Winfrey, ils ont continué sur Apple TV+ avec The Me You Can't See, une nouvelle série documentaire

dans laquelle le prince et l'animatrice se font face pour aborder la question de la santé mentale. L'occasion pour le membre de la famille royale britannique d'offrir un témoignage sans filtre sur les difficultés psychologiques auxquelles il a fait face à la disparition de sa mère, Lady Di, entre consommation excessive d'alcool et de drogues, dépression et crises

d'angoisse. Un véritable « cauchemar » qui a pris fin grâce au soutien de Meghan Markle qui l'a poussé à suivre une thérapie. On comprend alors que cette volonté de tout livrer au public s'inscrit dans un processus de guérison.

« Les membres de ma famille m'ont dit de jouer le jeu et que ma vie serait plus facile. Mais j'ai beaucoup de ma mère en moi. J'ai l'impression d'être en dehors du système, mais j'y suis toujours coincé. Le seul moyen de se libérer et de s'en sortir est de dire la vérité » explique-t-il à Oprah Winfrey dans un extrait du documentaire.

ALGÉRIE-LIBYE:**Derniers préparatifs pour l'ouverture du poste frontalier terrestre Debdeb-Ghadamès**

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a fait savoir samedi que l'Algérie, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant réouverture du poste frontalier terrestre de Debdeb-Ghadamès, était en passe d'achever les préparatifs logistiques et techniques finaux, à l'effet d'ouvrir



ce point de passage en coordination avec la partie libyenne.

“Les deux parties s'attèlent à achever les pourparlers finaux pour

la réouverture de la ligne maritime reliant Tripoli et Alger en vue de l'exploiter dans le transport des marchandises”, a annoncé M. Boukadoum dans son intervention lors du Forum économique algéro-libyen, ouvert samedi à l'Hôtel Aurassi d'Alger.

“L'ambition de l'Algérie pour le partenariat économique souhaité avec la Libye ne se limite pas à accroître le

volume des échanges commerciaux, mais plutôt à encourager le flux d'investissements directs mutuels, mettre en place des joint-ventures et participer au capital des entreprises, en sus d'autres mécanismes à même de garantir l'utilisation optimale des grandes opportunités de coopération entre nos deux pays”, a-t-il affirmé.

Afin de faire aboutir cette démarche stratégique, dira M. Boukadoum,

les autorités algériennes ont pris une série de décisions et de mesures visant à fournir le cadre institutionnel et juridique à même de permettre aux opérateurs économiques et hommes d'affaires algériens et libyens de lancer des projets de coopération et des partenariats qui atteignent le niveau des grandes potentialités dont jouissent les économies des deux pays.

HABITAT :**“Bâtisseurs.dz”, une nouvelle revue lancée par la CNL**

La Caisse nationale du logement (CNL) vient d'éditer une nouvelle revue dédiée au secteur de l'Habitat, dont le premier numéro est paru ce mois de mai courant.

Baptisée “Bâtisseurs.dz”, la revue est une publication institutionnelle, dont l'édition est trimestrielle, explique la CNL, soulignant que son lancement vient rappeler que “la relance du secteur de l'habitat figure toujours au premier rang des priorités fixées par le programme d'action du gouvernement”.

C'est dans ce contexte que le ministre de l'Habitat de l'urbanisme et de la ville, Tarek Belaribi, a souligné dans l'Editorial “la franche volonté” des pouvoirs publics d'être à l'écoute des “Bâtisseurs”.

Il a également rappelé que “si offrir un logement à sa famille est un projet de vie que tous les algériens aspirent à réaliser, le succès d'un tel projet ne peut être assuré que dans le cadre

d'une vision cohérente et concertée associant tous les acteurs impliqués dans l'acte de bâtir”.

S'agissant de la ligne éditoriale de cette nouvelle publication, le Directeur général de la CNL, Ahmed Belayat, a assuré que “la revue a pour objectif d'encourager le débat d'idées autour de thématiques majeures telles que le financement de l'habitat, la promotion immobilière, l'urbanisme, la gestion immobilière...”.

Ainsi, estime-t-il, son lancement traduit “la volonté de créer des synergies, en associant tous les acteurs œuvrant pour le développement d'un habitat de qualité et au premier chef les investisseurs”.

“Bâtisseurs.dz” donnera la parole aux entrepreneurs qui ont choisi d'investir et de prendre des risques dans ce secteur. Elle narrera leur success-story, leurs réalisations et bien sur dira aussi leurs contraintes et difficultés”, a affirmé M. Belayat.

Volet rubriques, la revue, publiée dans



les deux langues (arabe et français), regroupées dans la même édition, propose une panoplie de sujets et thématiques en lien avec le secteur de l'Habitat, dans l'intitulé, ainsi que dans le contenu de ses rubriques.

Ainsi, après l'Edito, étalée sur deux pages, il figure la rubrique “Actualités du secteur” traitant de la relance de tous les chantiers à l'arrêt, suivie de

la rubrique “Événement”, consacrée à l'inauguration du nouveau siège de la CNL, un édifice moderne qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'essor de cet établissement “plus que jamais au service des citoyens”.

A côté, on y trouve la rubrique “Dossier” réservé, dans ce premier numéro, au logement promotionnel aidé (LPA II).

Outre une présentation didactique du dispositif législatif et réglementaire en vigueur, cette partie de la revue inclut également des analyses et interviews de responsables d'établissements publics et de promoteurs immobiliers. L'espace suivant, dans cette première livraison, est la rubrique “Success Stories”, dans laquelle un jeune manager narre le parcours fulgurant d'une entreprise familiale “Glass design”, spécialisée dans l'habillage en verre des bâtiments et qui a investi dans un créneau jusque-là réservé aux entreprises étrangères, mais la réussite est au rendez-vous.

S'en suit la rubrique “Prospective” qui a évoqué le thème de “l'Habitat à l'heure du numérique”, en exposant le programme de numérisation triennal 2021-2023 lancé par la CNL.

Disponible en version numérique sur le site www.cnl.gov.dz, la revue “Bâtisseurs.dz” est également diffusée par abonnement, selon la CNL.

TABAGISME:**La pandémie du Covid 19 a empêché le travail des unités de sevrage**

Le chef de service de pneumo-allergologie

au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Béni Messous Hassani Issad (Alger), Pr. Merzak Gharnaout a affirmé que “la pandémie du Coronavirus a empêché le travail de 52 unités de sevrage tabagique à travers le territoire national” qui ont enregistré “une affluence



modeste” des fumeurs.

Dans une déclaration à l'APS, à la veille de la célébration de la Journée mondiale sans tabac (31

mai), placée cette année sous le thème “Tabagisme et Covid-19” et le slogan “S'engager à arrêter”, le spécialiste a précisé que le ministère de la Santé avait ouvert 52 unités de suivi médical en vue d'encourager au sevrage tabagique à travers le pays, mais la pandémie de Covid-19 a empêché cette opération qu'il a qualifiée de “très importante” afin d'atténuer ce

fléau.

A ce titre, il a rappelé les résultats de l'enquête nationale à indicateurs multiples (MICS), initiée par le ministère de la Santé en 2017, lesquels ont révélé la prolifération du tabagisme chez la tranche d'âge 18-65 ans (16.5%), 32% chez les garçons et 0.4 chez les filles, et que 60% de ceux ayant arrêté la consommation de

tabac durant une année entière ont rechuté, soulignant qu'il “n'y aurait un sevrage tabagique sans consultation et suivi médical au niveau des unités spécialisées”.

Il a également cité les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui ont fait état du décès de 8 millions de fumeurs de par le monde, dont un million en raison du tabagisme passif.

ACCIDENTS:**963 morts et plus de 10.000 blessés durant les 4 premiers mois de 2021**

Neuf cent soixante-trois (963) personnes ont trouvé la mort et 10.482 autres ont été blessées dans 7883 accidents de la circulation survenus au niveau national durant les 4 premiers mois de 2021, selon

un bilan rendu public lundi par la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR).

La même source précise que les accidents de la circulation enregistrés durant cette période ont connu “une hausse” dans la

plupart des indicateurs, à savoir une hausse dans le nombre des accidents (31.51%), dans le nombre des décès (9.68%) et du nombre de blessés (30.65%), comparativement à la même période de l'année 2020.

